RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DEMANDE DU TRANSPORTEUR RELATIVE À LA POLITIQUE D'AJOUTS AU RÉSEAU DE TRANSPORT

DOSSIER : R-3888-2014 Phase 2B

RÉGISSEURS : Me LISE DUQUETTE, présidente

Mme ESTHER FALARDEAU et

M. FRANÇOIS ÉMOND

AUDIENCE DU 11 MARS 2019

VOLUME 15

CLAUDE MORIN Sténographe officiel

COMPARUTIONS

Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE avocat de la Régie

DEMANDERESSE :

Me ÉRIC DUNBERRY et Me MARIE-CHRISTINE HIVON avocats d'Hydro-Québec Transport (HQT)

INTERVENANTS:

Me CAROLINE CHARRON avocate de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais (ACEFO) et de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI);

Me PIERRE PELLETIER avocat de l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et du Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE-CIFQ);

Me PAULE HAMELIN avocats de l'Énergie Brookfield Marketing (EBM);

Me ANDRÉ TURMEL avocat de Nalcor Energy Marketing Corporation (NEMC);

Me DOMINIQUE NEUMAN avocat de Stratégies énergétiques et de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (SÉ-AQLPA);

avocate de l'Union des consommateurs.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
PREUVE D'HYDRO-QUÉBEC TRANSPORT	
WAHIBA SALHI	
SOPHIE PAQUETTE	
RÉMI DUMOULIN	
INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DUNBERRY	12
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	37
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	48
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	68
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	70
INTERROGÉS PAR LA FORMATION	76

LISTE DES ENGAGEMENTS

PAGE

E-1 (HQT): À l'égard de la pièce HQT-5, Document 2, produire une version comparée de ce document avec la dernière version utilisée dans le dossier R-4059-2018, par exemple, qui était la pièce HQT-1, Document 2 (demandé par NEMC)

LISTE DES PIÈCES

		PAGE

B-0182: (HQT-6, Document 2.1) Présentation PowerPoint 35

1 L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF (2019), ce onzième (11e) jour du mois de mars : 2 PRÉLIMINAIRES LA GREFFIÈRE : 6 Protocole d'ouverture. Audience du onze (11) mars deux mille dix-neuf (2019), dossier R-3888-2014 8 Phase 2B. Demande du Transporteur relative à la 9 politique d'ajouts au réseau de transport. 10 Les régisseurs désignés dans ce dossier sont maître 11 Lise Duquette, présidente de la formation, madame 12 Esther Falardeau et monsieur François Émond. 13 Le procureur de la Régie est maître Jean-François 14 Ouimette. 15 La demanderesse est Hydro-Québec Transport 16 représentée par maître Éric Dunberry et maître 17 Marie-Christine Hivon. 18 Les intervenants qui participent à cette audience 19 sont : 20 Association coopérative d'économie familiale de 21 l'Outaouais représentée par maître Caroline 22 Charron; 23 Association québécoise des consommateurs 2.4 industriels d'électricité et Conseil de l'industrie 25

1	forestière du Québec représentés par maître Pierre
2	Pelletier;
3	Énergie Brookfield Marketing représentée par maître
4	Paule Hamelin;
5	Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
6	représentée par maître Caroline Charron;
7	Nalcor Energy Marketing Corporation représentée par
8	maître André Turmel;
9	Stratégies énergétiques et Association québécoise
10	de lutte contre la pollution atmosphérique
11	représentées par maître Dominique Neuman;
12	Union des consommateurs représentée par maître
13	Hélène Sicard.
14	Y a-t-il d'autres personnes dans la salle
15	qui désirent présenter une demande ou faire des
16	représentations au sujet de ce dossier?
17	Nous demandons aux participants de bien vouloir
18	s'identifier à chacune de leurs interventions pour
19	les fins de l'enregistrement et de s'assurer que
20	leur cellulaire est fermé durant la tenue de
21	l'audience.
22	Prenez note qu'aucun breuvage autre que de
23	l'eau et aucune nourriture ne sont permis dans la
24	salle d'audience. Merci.

LA PRÉSIDENTE :

2.0

2.4

Alors, bonjour à tous en ce lundi matin. Je ne parlerai pas de suivant de tempête, mais ce qu'on espère être la dernière neige de la saison. Alors, nous participons aujourd'hui à une audience sur la preuve déposée jeudi dernier, le sept (7) mars deux mille dix-neuf (2019), concernant les définitions des catégories d'investissement par le Transporteur.

Dans un premier temps, nous entendrons...
bien, enfin, nous entendrons le Transporteur
présenter sa preuve sur les catégories
d'investissement. Par la suite, il pourra y avoir
des questions de clarification sur la preuve.

L'exercice d'aujourd'hui est un peu nouveau, c'est pas... la Régie n'utilise pas cette façon de faire fréquemment, mais étant donné le calendrier compressé et qu'on voulait sauver des demandes de renseignements de part et d'autre, les écrire et puis y répondre, c'est l'objectif d'aujourd'hui d'essayer d'améliorer la compréhension de tous sur cette preuve du Transporteur sur les définitions.

Alors, comme je le mentionnais, ça a pour but d'alléger le nombre des demandes de

2.3

2.4

2.5

renseignements, mais il ne s'agit pas, et

j'aimerais le préciser là, de tester aujourd'hui la

crédibilité des témoins ou tester la force probante

de la preuve là. Ça, vous aurez l'occasion dans les

demandes de renseignements et, bien sûr, lors de

l'audience qui est prévue du treize (13) au seize

(16) mai. C'est vraiment des questions de

clarification.

Alors, c'est peut-être un peu trop précis, mais je ne m'attends pas à des questions qui commencent par « pourquoi ». Alors, ça va être « pourriez-vous confirmer que ceci veut bien dire cela » et des questions comme ça, là. Mais, je veux juste prévenir des séries d'objection qui pourraient survenir si on commence à investiguer un peu trop loin dans la preuve là. C'est vraiment des questions de clarification.

À la suite des questions, nous aurons vraisemblablement une pause. Et par la suite, et ça, c'est l'élément nouveau parce que c'est à la suite de notre... lorsqu'on a pris connaissance de la preuve du Transporteur, la Régie elle-même procédera un petit peu à une clarification de ce qu'elle entendait dans sa décision par le terme « repère » lorsqu'on parlait d'obtenir des repères

sur les façons de faire. Alors, on va vous 1 expliquer nous-mêmes ce qu'on voulait dire par ça 2 parce qu'il ressort de la preuve qu'on a lue que la notion de repère n'était pas tout à fait ce qu'on avait en tête. Alors, on va vous expliquer plus précisément ce qu'on voulait dire. Et puis ça 6 permettra peut-être de mieux comprendre nos DDR qui vont s'en suivre. Alors, voilà! Alors, là-dessus, je vous remercie, Maître 9 Dunberry. Je vois que... j'espère que vous êtes... 10 que ce ne sont pas des tentatives de maître Hivon 11 de vous maîtriser là de... 12 PREUVE D'HYDRO-OUÉBEC TRANSPORT 13 Me ÉRIC DUNBERRY : 14 Non, pas du tout, Madame la Présidente. D'abord, 15 bonjour, Madame la Présidente, Madame, Monsieur les 16 Régisseurs. Bien, effectivement, je vous 17 demanderais d'accepter cette demande de dérogation 18 au code vestimentaire habituel. En raison d'un 19 petit accident de ski, mon bras gauche a choisi de 2.0 s'immobiliser lui-même pendant quelques semaines 21 pour me permettre de poursuivre ma saison l'an 22 prochain. Mais, rassurez-vous, ça ne devrait pas 2.3 avoir d'effet sur le dépôt de la preuve du 2.4 Transporteur. 25

1	(!	9	h	11))

Alors, si vous me permettez, nous pourrions procéder dès à maintenant et je pourrais vous présenter les membres du panel qui sont avec nous ce matin. Alors, de gauche à droite, vous avez monsieur Rémi Dumoulin, ingénieur, Planification des réseaux régionaux; au centre madame Sophie Paquette, chef Commercialisation des services de transport; et à droite madame Wahiba Salhi, chef Affaires réglementaires et tarifaires.

Alors, avec votre accord, nous proposons de procéder à l'assermentation des témoins puis à l'adoption et au dépôt de la présentation de la preuve en chef du Transporteur dans le cadre de la Phase 2B conformément aux directives de la Régie rendues dans la décision D-2018-152 et sa lettre du premier (1er) mars deux mille dix-neuf (2019).

1		L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF (2019), ce onzième (11e)
2		jour du mois de mars, ONT COMPARU:
3		
4		WAHIBA SALHI, chef Affaires réglementaires et
5		tarifaires, TransÉnergie, ayant une place
6		d'affaires au Complexe Desjardins, 19e étage,
7		Montréal (Québec);
8		
9		SOPHIE PAQUETTE, chef Commercialisation des
10		services de transport, ayant une place d'affaires
11		au Complexe Desjardins, 19e étage, Montréal
12		(Québec);
13		
14		RÉMI DUMOULIN, ingénieur, Planification à réseaux
15		régionaux Montréal, Hydro-Québec TransÉnergie,
16		ayant une place d'affaires au Complexe Desjardins,
17		9e étage, Montréal (Québec);
18		
19		LESQUELS, après avoir fait une affirmation
20		solennelle, déposent et disent :
21		
22		INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DUNBERRY :
23	Q.	[1] Madame Paquette, en qualité de représentante du
24		Transporteur, je vous demanderais de référer à la
25		pièce HQT-5, Document 1 (cote B-0175) intitulée

- Preuve du Transporteur pour la Phase 2B à la suite
- de la décision D-2018-152 de la Régie de l'énergie,
- ainsi que la pièce HQT-5, Document 2 (cote B-0176)
- intitulée Description synthétique des
- investissements et de leurs objectifs. Avez-vous
- été personnellement impliquée dans la préparation
- ou dans la supervision du travail de préparation du
- 8 contenu de ces deux pièces?
- 9 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 10 R. Oui.
- Q. [2] Est-ce que le contenu de ces pièces reflète
- fidèlement la position du Transporteur quant aux
- sujets qui y sont abordés?
- 14 R. Oui.
- Q. [3] Est-ce que vous adoptez le contenu de ces
- pièces pour valoir comme témoignage écrit du
- 17 Transporteur et de ses représentants concernant les
- sujets qui y sont traités?
- R. Oui également.
- Q. [4] J'aimerais également vous référer à la pièce
- HQT-6, Document 1.2, soit une copie de votre
- curriculum vitae. Est-ce que vous reconnaissez ce
- document comme étant votre curriculum vitae et est-
- ce que les informations qui y sont contenues sont
- exactes, notamment quant à la description de vos

- responsabilités?
- 2 R. Oui.
- Q. [5] Madame Salhi, j'aimerais vous référer à la
- pièce HQT-6, Document 1.3, soit une copie de votre
- curriculum vitae. Est-ce que vous reconnaissez ce
- document comme étant votre curriculum vitae et est-
- ce que les informations qui y sont contenues sont
- exactes, notamment quant à la description de vos
- 9 responsabilités?
- 10 Mme WAHIBA SALHI:
- 11 R. Oui.
- Q. [6] Monsieur Dumoulin, je vous réfère également à
- la pièce HQT-6, Document 1.1, soit une copie de
- votre curriculum vitae. Est-ce que vous
- reconnaissez ce document comme étant votre
- curriculum vitae et est-ce que les informations qui
- y sont contenues sont exactes, notamment quant à la
- description de vos responsabilités?
- M. RÉMI DUMOULIN:
- 20 R. Oui.
- Me ÉRIC DUNBERRY:
- Alors, Madame la Présidente, avec votre accord,
- nous procédons au dépôt formel et en preuve des
- pièces HQT-5, Document 1; HQT-5, Document 2; HQT-6,
- Document 1.1; HQT-6, Document 1.2; et HQT-6,

- Document 1.3. Les trois derniers documents ayant
- les cotes B-0179, B-0180 et B-0181. Madame la
- Présidente, nous avons également vu à la
- préparation d'une présentation PowerPoint qui sera
- livrée ce matin.
- Q. [7] Madame Paquette, aux fins de la présentation de
- la preuve en chef, vous avez préparé une
- présentation PowerPoint. Est-ce que le contenu de
- g cette présentation PowerPoint est tiré de la preuve
- en chef du Transporteur qui a été déposée au
- présent dossier?
- 12 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 13 R. Oui.
- Q. [8] Est-ce que le contenu de cette présentation
- PowerPoint reflète fidèlement la position du
- 16 Transporteur quant aux sujets qui y sont abordés?
- 17 R. Oui.
- Me ÉRIC DUNBERRY:
- Alors, Madame la Présidente, nous verrons à déposer
- formellement cette présentation PowerPoint
- lorsqu'elle aura été présentée à la Régie et à
- l'ensemble des intervenants, soit dans environ
- trente (30) minutes. Et je laisserai simplement les
- membres du panel procéder à cette présentation
- maintenant. Merci.

1 Mme SOPHIE PAQUETTE:

2 R. Alors, bonjour à tous. Ça me fait plaisir d'être

ici aujourd'hui avec vous pour vous présenter la

preuve du Transporteur pour la Phase 2B dans le

dossier de la politique d'ajouts faisant suite à la

décision D-2018-152.

Donc, voici le contenu de la présentation.

D'entrée de jeu, on trouvait important de vous

présenter d'abord la démarche suivie par le

Transporteur.

(9 h 16)

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

25

Ensuite, mon collègue, monsieur Dumoulin et moi, allons vous présenter nos conclusions quant aux trois sujets qui ont été identifiés dans la preuve... Pas dans la preuve, pardon, dans la décision D-2018-152. Donc, l'opportunité d'examiner et, au besoin, de préciser la description synthétique des catégories d'investissements. La pertinence d'inclure les pertes électriques à la description de la catégorie « maintien et amélioration de la qualité de service », l'opportunité d'inclure une définition des catégories d'investissements dans la section 1 ou la section « définition des tarifs et conditions ». On va finalement terminer par nos conclusion.

2.0

2.4

Alors, d'abord, la démarche suivie par le Transporteur, c'est que suite à la réception, dans le fond, de la décision, on a formé un groupe de travail puis on a entrepris une démarche analytique qui nous a permis de se questionner sur notre description synthétique des investissements. Donc, ce qu'on a commencé par faire, c'est se doter de certains principes. On a convenu de principes pour la description synthétique des investissements qui se retrouvent maintenant un peu partout dans notre preuve et dans celle qui a été déposée par notre expert.

Donc, on parle de principes de clarté, de cohérence, de communication et de compréhension. Je vais m'expliquer un peu ici pour être certaine là qu'on se comprenne bien. Donc, au niveau de principes de clarté, c'est sûr le mot, je pense, parle de lui-même. Qu'est-ce qu'on entend par ça? C'est que la description des catégories où les objectifs visés dans chacune des catégories doivent être clairs, ils doivent être précis, distincts, exclusifs. On veut éviter les chevauchements d'un objectif visé, d'une catégorie à l'autre. Et ça, évidemment, pour éviter toute confusion ou ambiguïté.

2.0

2.4

Par la suite, le deuxième principe, celui de cohérence, bien c'est cohérence dans le sens qu'on veut s'assurer que nos pratiques soient cohérentes avec l'approche utilisée par nos pairs dans l'industrie, mais également cohérente avec notre cadre réglementaire qu'on a ici au Québec ou nos pratiques d'affaires.

Troisième principe, celui de communication.

Communication, dans le sens, on peut voir ça un peu comme le synonyme de transparence. Vous le savez, la description synthétique, elle est déposée annuellement à la Régie, elle est donc disponible, elle est transparente, elle est publique et on a déjà un forum qui existe au niveau des demandes d'approbation des projets d'investissements pour permettre à la Régie et les intervenants de questionner l'allocation des coûts, le cas échéant.

Dernier principe qu'on s'est donné, c'est celui de la compréhension. Je pense que le travail qui a été réalisé ici dans la preuve de la phase 2B, visait particulièrement l'amélioration de la compréhension de la Régie et des intervenants quant à l'allocation des coûts entre les différentes catégories.

Or, ceci étant dit, une fois qu'on s'est

2.5

donné ces principes-là qui vont diriger ou qui vont orienter toute la preuve qui s'ensuit, on a également donné un mandat d'expertise à la firme de Brattle Group. Et dans ce mandat-là, la firme devait répondre à deux questions bien distinctes.

Donc, la première, c'était de voir si les catégories d'investissements utilisées par le Transporteur étaient adéquates afin d'allouer les coûts entre les différentes catégories, donc pour les projets à objectifs simples, multiples, ou les projets intégrés, objectifs multiples.

Deuxième question à laquelle Brattle devait répondre, c'est : « Est-ce que le traitement des pertes par le Transporteur, dans les dossiers d'investissements, est adéquat? » Donc, ça, on va y revenir un peu plus tard là, dans la présentation.

Également, bien c'est certain qu'au terme de notre démarche analytique et à la lumière des résultats d'analyses de notre expert Brattle, ça nous a emmené à apporter certains ajustements à la description synthétique. C'est ce qu'on va vous présenter aujourd'hui.

Alors, débutons avec le premier sujet.
L'opportunité d'examiner, et au besoin, de préciser la description des catégories d'investissements.

Alors, on a commencé à parfaire un examen

historique puis prospectif qui nous a emmenés à

faire trois constats.

(9 h 20)

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

24

2.5

Pour ce qui est du volet historique, le premier constat qu'on fait, c'est les quatre catégories d'investissements que vous connaissez d'ailleurs très bien, maintien des actifs, maintien et amélioration de la qualité du service, respect des exigences et croissance des besoins de la clientèle ont été utilisés pour tous les projets d'investissement depuis le début des années deux mille (2000), c'est-à-dire depuis que le Transporteur dépose à la Régie pour approbation ses projets d'investissement.

Donc, on parle d'un examen et approbation de plus d'une centaine de projets avec des coûts supérieurs à vingt-cinq millions (25 M\$) qui ont été approuvés par la Régie. On parle également de l'approbation annuelle du budget d'investissement pour les projets inférieurs à vingt-cinq millions (25 M\$). Et ce qu'on constate c'est que les catégories, leurs portées n'ont pas été contestées au fil des ans. Autrement dit, on a pas trouvé de vides, il n'y a pas de vides, il n'y a pas

2.4

d'objectifs au cours des années qui se sont retrouvés à l'extérieur d'une catégorie. Donc, chaque objectif visé pour lequel un investissement a été déclenché s'est retrouvé dans une catégorie bien distincte.

Maintenant, un côté un peu plus prospectif, le deuxième constat qu'on fait c'est que les quatre catégories et leurs objectifs sont adéquats et suffisants pour attribuer en fonction de leurs objectifs les coûts pour l'ensemble des investissements. Ce qu'on veut dire par là c'est que les objectifs visés dans chacune des catégories sont distincts, précis, exclusifs, il n'y a pas de chevauchement entre les objectifs. Et c'est d'ailleurs appuyé également par le rapport d'expertise de Brattle.

En parlant de Brattle, Brattle, l'analyse qu'ils ont fait nous a permis d'arriver au troisième constat, c'est-à-dire que les quatre catégories utilisées actuellement sont en phase avec les catégories utilisées par nos pairs dans l'industrie pour l'atteinte d'objectifs comparables ou adaptés à leur contexte.

Donc, tout ça, ça nous amène à conclure que finalement, les quatre catégories d'investissements

2.0

2.4

qu'on a actuellement sont suffisantes et adéquates pour attribuer les coûts en fonction de leurs objectifs entre les différentes catégories et ça pour les... les investissements objectifs ou plutôt les projets objectifs uniques, multiples ou les projets intégrés à objectifs multiples. Donc, l'ajout d'une catégorie ou la modification de la portée d'un catégorie à notre avis n'est pas requis.

Ceci étant dit, la Régie, dans sa décision, nous a demandé de regarder la possibilité d'ajouter des repaires aux catégories pour mieux identifier à quelle catégorie d'investissement les coûts d'un projet étaient affectés. Alors, c'est ce qu'on a fait, on a fait un exercice didactique qui visait à améliorer finalement la compréhension et des intervenants quant à l'allocation des coûts.

A titre de repère, le Transporteur a amené certains ajustements à la description synthétique, qu'on peut regrouper dans quatre types finalement, quatre types d'ajustements. Donc, le premier c'est qu'on a regroupé des objectifs associés à chacune des catégories dans une sous-section donc pour des fins de clarté. On a également identifié et mis en évidence des mots clé distinctifs dans

2

3

5

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

25

l'énumération des objectifs. On a également choisi quelques exemples pour des fins d'illustration pour améliorer la compréhension. Et finalement, on a apporté certains ajustements au niveau de l'harmonisation de la présentation des quatre catégories.

Alors, tous ces repères, pour nous, forment un tout, ils sont conformes aux principes qu'on a énumérés d'entrée de jeu, donc, principalement les principes de clarté et de compréhension et permettent de mieux identifier à quelle catégorie d'investissement sont affectés les coûts des ajouts d'un projet.

Peut-être une petite nuance ici ou un point à souligner, c'est que les repères ne modifient pas les objectifs visés, il n'y a pas eu de changement au niveau des catégories ni des objectifs visés par chacune des catégories. Donc, c'est vraiment des repères qui ont été placés pour des fins de compréhension.

Si on regarde maintenant en détail qu'est-ce que ça donne. Bon, pour les fins de la présentation c'est certain qu'on n'a pas repris intégralement le texte de la description étant donné que ça aurait été beaucoup trop long, ce

2.4

qu'on a mis ici dans la présentation c'est les objectifs visés pour chacune des catégories.

Si on prend les objectifs visés pour la catégorie maintien des actifs, eh bien, les investissements qui sont classés dans cette catégorie visent essentiellement à assurer la pérennité du réseau du Transporteur de façon à maintenir la capacité offerte. On parle de remplacement, de réhabilitation d'équipements, de reconstruction d'installations en fin de vie utile. On parle également de diagnostic d'états des actifs et il y a lieu de voir qu'il y a des investissements qui visent le remplacement, la réhabilitation d'équipements, famille d'équipements, à la suite de bris ou de défaillance.

(9 h 25)

Donc, vous pouvez voir visuellement qu'on a déjà certains mots-clés ici qui ont été mis en évidence. C'est des repères visuels, finalement, qui nous permettent rapidement de savoir bien, dans cette catégorie-là, de quels objectifs visés il est question. Retenez-les bien parce que ces repères-là, on va y revenir un petit peu plus tard puis vous allez voir, je pense que ça va parler d'eux-

mêmes.

2.4

Si on regarde maintenant la deuxième catégorie, soit celle du maintien et amélioration de la qualité du service. Alors, les investissements qui sont déclenchés ou qui sont réalisés dans cette catégorie visent à assurer le maintien et l'amélioration de la fiabilité du réseau. On parle également d'assurer le maintien et l'amélioration de la continuité de service, de la qualité de l'onde et on peut, dans certains cas, permettre l'amélioration du rendement d'un équipement. Encore ici, on peut faire attention aux mots-clés qui ont été mis en évidence.

Troisième catégorie, celle du respect des exigences. Alors, les investissements dans cette catégorie visent cette fois-ci à assurer la conformité du réseau de transport aux lois, aux règlements, aux normes, aux engagements contractuels que le Transporteur est tenu de respecter, mais dans les domaines bien spécifiques de la santé et sécurité, protection de l'environnement et responsabilité sociale.

Dans cette catégorie, on retrouve également les investissements liés à des demandes de tiers qui peuvent, à l'occasion, nous demander de modifier ou

de déplacer certains actifs.

1

2

6

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

Finalement, la quatrième catégorie, donc soit celle de la croissance à des besoins de la clientèle, comme vous le savez, c'est la seule catégorie qui est visée par la politique d'ajout dans les tarifs et conditions. Donc, les investissements qui sont requis pour cette catégorie-là visent à répondre aux besoins du Distributeur, notamment pour la croissance de la charge locale et là-dedans, on a inclus effectivement les investissements qui sont liés à la prévision de croissance fournie annuellement par le Distributeur, ceux qui sont prévus ou qui sont requis pour l'alimentation d'une nouvelle charge directement raccordée au réseau de transport, mais également les demandes du Distributeur pour le raccordement de nouvelles ressources ou l'accroissement d'une ressource existante sur le réseau qui serait nécessaire là, pour l'alimentation de la charge locale.

Le deuxième volet de cette catégorie vise à répondre aux demandes des autres clients. Donc, on n'en a pas encore en réseau intégré, mais on pourrait avoir des demandes de service en réseau intégré. Également, le raccordement de nouvelles

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

2.3

2.4

2.5

ressources ou accroissement d'une ressource existante pour faire du service de point à point, notamment. Ou les demandes de service point à point qui nécessitent, par exemple, la construction d'une nouvelle interconnexion ou l'accroissement d'une interconnexion existante.

Donc, voici notre diapo-synthèse. Tout à l'heure, je vous avais demandé de retenir les motsclés, les repères visuels qu'on vient de voir dans chacune des descriptions. Alors, les voici. On va prendre un peu de temps pour la regarder parce que je pense que la diapo parle d'elle-même là, lorsqu'on regarde les mots. Donc, pour chacune des catégories, par exemple celle du maintien des actifs, les mots-clés ou les repères visuels que l'on retrouve ici, premièrement ce sont les mêmes que dans le texte que vous venez de voir et ce sont les mêmes mots aussi qui ont été identifiés dans la description synthétique que vous avez en preuve.

Donc, pour le maintien des actifs, on parle de quoi? Bien. Rapidement, on a une bonne idée en regardant les mots, c'est-à-dire qu'on parle de pérennité, fin de vie utile, état des actifs, bris, défaillance.

La deuxième catégorie, maintien et

amélioration de la qualité du service. On parle de fiabilité du réseau, continuité de service, qualité de l'onde, amélioration du rendement d'un équipement.

(9 h 30)

1

2

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

Troisième catégorie, santé et sécurité, protection de l'environnement, responsabilité sociale, demande de tiers pour le déplacement d'actifs, par exemple.

Et finalement, la dernière catégorie, croissance des besoins de la clientèle, besoins du Distributeur pour la croissance, liés à la croissance de la charge locale et les demandes des autres clients. Alors, comme vous pouvez voir, les mots sont clairs, parlent d'eux-mêmes, et je crois qu'ils sont clairs autant pour les intervenants, la Régie que nos planificateurs ici à l'interne pour bien allouer les coûts dans les bonnes catégories lorsqu'on a un projet.

Donc, en conclusion pour cette diapo, ce qu'on constate c'est que les objectifs visés par les catégories d'investissement sont précis, distincts, exclusifs, il n'y a aucun chevauchement entre les objectifs visés ou entre les catégories elles-mêmes. Et tout ça, ça a été fait encore une

fois en conformité avec nos principes qu'on s'était donnés d'entrée de jeu, donc, particulièrement les principes de clarté et de compréhension.

Alors, maintenant, je vais passer la parole à mon collègue, monsieur Dumoulin, qui va prendre le deuxième sujet.

M. RÉMI DUMOULIN :

2.0

21

22

23

2.4

25

R. Bonjour. Avant d'aborder le sujet des pertes, 8 j'aimerais seulement préciser que par leur travail, 9 les planificateurs sont appelés à allouer les coûts 10 parmi les différentes catégories impliquées au 11 projet. Comment on vient de voir, chacune des 12 catégories a des objectifs visés bien spécifiques. 13 Pour le cas d'un projet intégré à objectifs 14 multiples, les planificateurs sont en mesure 15 d'établir dans chacune des catégories les coûts en 16 appliquant la méthode séquentielle, c'est-à-dire la 17 méthode qui vient isoler les coûts pour un besoin 18 par rapport à la solution optimale. 19

Maintenant, si on commence le sujet

pertinence d'inclure les pertes électriques à la

description de la catégorie maintien et

amélioration de la qualité du service, comme vous

le savez probablement, le transport d'élec...

Voyons! Je vais me reprendre. Le transport

2

6

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

d'électricité crée inévitablement des pertes électriques. Il est bien de rappeler que le Transporteur tient compte des pertes électriques dans l'analyse technico-économique pour comparer diverses solutions entre elles afin de répondre aux objectifs visés par un projet et ça nous permet cette analyse de retenir la solution optimale peu importe les catégories impliquées au projet.

De plus, nous avons fait un bref historique des demandes déposées à la Régie jusqu'à maintenant. Aucun de ces projets n'avait pour objectif unique la réduction des pertes. Si on se projette dans l'avenir, aucun des projets sera justifié uniquement par rapport à la notion des pertes.

Selon notre expert, suite à l'exercice de son balisage, la réduction des pertes électriques ne fait pas l'objet d'une catégorie distincte et ne fait pas non plus un objectif spécifique dans une de ces catégories. Au terme de notre démarche et en fonction des points mentionnés précédemment, le Transporteur conclut qu'il n'est pas pertinent d'inclure la réduction des pertes électriques à titre objectif unique dans la catégorie maintien et amélioration de la qualité du service.

22

23

2.4

25

1 Maintenant, je vais céder la parole à ma collègue pour poursuivre la présentation. 2 Mme SOPHIE PAQUETTE : 3 R. Donc, le dernier sujet visait à répondre à la question: est-ce qu'il serait... est-ce qu'il y a 5 une opportunité d'inclure une définition des 6 catégories d'investissement à la section 1 des tarifs et conditions ou à la section définition des 8 tarifs et conditions? 9 Donc, pour répondre à cette question-là, on 10 s'est d'abord posé la question : à quoi ils 11 servent? A quoi sert la description synthétique des 12 investissements? Bien, la description synthétique 13 des investissements, elle est utile et pertinente 14 aux fins de l'approbation des projets 15 d'investissement. Elle est également un livrable 16 requis en vertu du règlement sur les conditions et 17 les cas requérant une autorisation de la Régie de 18 l'énergie, hein, l'article 5. 19 On sait également que la description 2.0

On sait egalement que la description synthétique est déposée annuellement à la Régie dans le cadre de la demande d'autorisation pour le budget d'investissement pour les projets inférieurs à vingt-cinq millions de dollars (25 M\$), elle est donc publique et transparente. Ça c'est un premier

point.

2.0

2.4

Maintenant, on regarde le deuxième au niveau des tarifs et conditions. A quoi servent les tarifs et conditions? Bien, en fait, les tarifs et conditions énoncent les principes et conditions normatives à l'utilisation du réseau.

(9 h 35)

Donc, vous êtes un client du service de transport, vous voulez faire affaire chez nous, vous voulez savoir c'est quoi les conditions pour faire affaire chez nous, vous vous référez au document des Tarifs et conditions pour faire ça.

Alors, clairement, les catégories d'investissement ne constituent pas de tels principes ou conditions. Ce n'est pas un texte normatif non plus. Et seule la catégorie Croissance est visée par les Tarifs et conditions dans la politique d'ajouts à l'appendice J des Tarifs et conditions. Les autres catégories d'investissement, donc Maintien des actifs, Maintien et amélioration de la qualité du service ou Respect des exigences, ne sont pas nommées dans les Tarifs et conditions. On n'y fait pas référence, sauf dans le nouvel article 12B qui vise la codification de la méthode séquentielle pour l'attribution des coûts. Mais ce

2

5

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

n'est pas utile aux fins de l'utilisation du réseau de transport.

Dernier point qu'on peut dire, c'est que, d'un côté, donc on a fait un exercice pour ajouter des repères à la description synthétique. Alors, pour nous, la description, ça forme un tout. Il y a les objectifs visés, des mots clés. On a des exemples. On a des paragraphes introductifs. Alors, d'aller réduire la description ou le texte de la description à quelques mots pour en former une définition à la section 1 ou à la section « définitions » des Tarifs et conditions ne nous apparaît pas justifié ni approprié puisqu'on ne respecterait plus en fait les principes qu'on s'était donné d'entrée de jeu, principalement ceux de clarté et de cohérence. On perdrait en clarté et cohérence d'essayer de réduire à quelques mots la description synthétique des catégories. Or, c'est pour ça qu'on est d'avis que la codification de la définition des catégories à la section « définitions » des Tarifs et conditions, pour nous, n'est pas justifiée.

En conclusion, aux termes d'une démarche analytique qui s'est voulue d'abord historique, critique, prospective aussi, on arrive aux

2

5

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

conclusions suivantes. Donc, la Description synthétique ajustée, modifiée comme on le propose ici dans notre preuve, est conforme d'abord aux principes qu'on s'est donnés d'entrée de jeu de clarté, de cohérence, de communication et de compréhension.

Deuxième point, les catégories d'investissement sont adéquates et suffisantes afin d'allouer les coûts entre les différentes catégories, que ce soit pour les projets objectifs uniques multiples ou les projets intégrés objectifs multiples.

Troisième point, l'inclusion des pertes électriques dans la catégorie Maintien et amélioration de la qualité du service n'est pas pertinente du fait que le Transporteur n'a pas réalisé et ne prévoit pas réaliser de projets à objectif unique qui viseraient seulement la réduction des pertes électriques et également du fait que le traitement des pertes électriques qui est fait actuellement est adéquat lors de l'analyse économique dans la planification de ces investissements. Et c'est d'ailleurs conforme également aux Tarifs et conditions puisque c'est un des éléments à l'appendice D et à l'appendice J.

1	Finalement, il n'est pas justifié de
2	codifier une définition des catégories
3	d'investissement dans la section « définitions »
4	des Tarifs et conditions, tout simplement parce que
5	ce n'est pas, à notre avis, utile à l'utilisation
6	du réseau de transport. Merci beaucoup.
7	Me ÉRIC DUNBERRY :
8	Je remercie les membres du panel. Alors, Madame la
9	Présidente, avec votre accord nous déposons
10	formellement en preuve cette présentation
11	PowerPoint comme pièce HQT-6, Document 2.1 sous la
12	cote B-0182. Et ceci complète la présentation de la
13	preuve en chef du Transporteur pour cette Phase 2B
14	et les membres du panel sont disposés évidemment à
15	répondre à toute demande de précision qui pourrait
16	leur être adressée.
17	
18	B-0182: (HQT-6, Document 2.1) Présentation
19	PowerPoint
20	
21	LA PRÉSIDENTE :
22	Je vous remercie, Maître Dunberry. J'ai une
23	question pour les intervenants, à savoir si vous
24	voulez une pause pour Je vois un acquiescement
25	de façon générale. Ça permettra de clarifier et

Je vous remercie.

1	préciser les questions. Alors, on pourrait prendre
2	une pause de quinze (15) minutes. Il est moins
3	vingt. Alors, on va revenir à et cinquante-cinq
4	(55). Je vous remercie.
5	SUSPENSION
6	
7	REPRISE
8	(9 h 57)
9	LA PRÉSIDENTE :
10	Alors, rebonjour. On est rendu à la période des
11	questions de clarification et nous sommes avec
12	l'Association coopérative d'économie familiale de
13	l'Outaouais, donc l'ACEFO et c'est maître Charron.
14	Maître Charron, je voulais vous demander parce que
15	vous représentez également la FCEI. Est-ce que vous
16	voulez poser vos questions en bloc ou vous voulez
17	revenir une deuxième fois?
18	Me CAROLINE CHARRON :
19	Bon matin. Donc, Caroline Charron pour l'ACEFO et
20	la FCEI. En fait, la réponse va être la même,
21	c'est-à-dire que tant pour l'ACEFO que la FCEI, il
22	n'y a pas de question de clarification à ce stade-
23	ci ce matin.
24	LA PRÉSIDENTE :

- 1 Me CAROLINE CHARRON:
- Merci.
- 3 LA PRÉSIDENTE :
- Je ne vois pas maître Pelletier, donc ça va aller
- plus vite pour l'AQCIE-CIFQ. Il est en voyage,
- c'est ça que je comprends? Ah! Bon. On va lui
- souhaiter un bon temps sous le soleil, alors on
- va... Maître Dubé, est-ce qu'il est là? Je ne le
- vois pas non plus pour EBM. Maître Turmel, avez-
- vous quelques questions de clarification pour NEMC?
- 11 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL:
- Bonjour, Madame la Présidente. Bonjour aux Membres
- du banc. André Turmel pour NEMC. Bonjour aux
- témoins. Bonjour à tous.
- Q. [9] Alors, Madame Paquette...
- 16 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 17 R. Oui.
- Q. [10] ... quelques questions simplement pour bien
- comprendre. Peut-être prendre la preuve
- documentaire, c'est HQT-5, Document 2, le document
- sur la description synthétique. HQT-5, Document 2,
- page 6 de 9. Pardon. Ah! Mon Dieu. B... je vais
- vous revenir en fin d'audience.
- LA GREFFIÈRE:
- B-0176.

Me ANDRÉ TURMEL : 1 Merci. Q. [11] Aux lignes 21 et suivantes. Alors, je vais le lire. Donc, dans ce document, HQT-5, Document 2, nous sommes à la section 2.2 « Maintien et 5 amélioration de la qualité du service » il est dit, ligne 21 : Les investissements attribués à cette catégorie sont destinés au maintien ou à l'amélioration de la qualité du 10 service rendu par le Transporteur à 11 l'égard de la capacité de service 12 offerte. Ils incluent notamment les 13 investissements requis pour maintenir 14 la fiabilité du réseau à la suite de 15 la fermeture de centrales ou d'un 16 retrait ou d'un déplacement de 17 charges. 18 J'arrête ici. Donc, je mets de la lumière sur 19 « fermeture de centrales ». Peut-être je vous 20 demanderais d'élaborer un peu quand il est écrit 21 « fermeture de centrales » de quoi on parle ici 22 exactement? Qu'est-ce que ça comprend? 23 R. Donc, « fermeture de centrales », en fait, ce que 24 ça comprend, c'est que quand on a un réseau de

2

3

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

transport, on a des écoulements de puissance, on a une fiabilité de réseau. Pas dans tous les cas, mais il peut arriver dans certains cas qu'une centrale, qui est située à un endroit stratégique sur le réseau, en la fermant cette centrale-là, on perd par exemple son support de tension ou elle amène toutes sortes de bénéfice que Rémi pourrait vous parler davantage en tant que planificateur pour le réseau.

Donc, la fermeture de centrales pourrait faire en sorte, dans certains cas, que la fiabilité du réseau est dégradée. On a perdu la fiabilité de réseau qu'on avait au départ et là on doit agir à ce moment-là pour maintenir la fiabilité de notre réseau.

- 16 Q. [12] D'accord.
- R. Ça répond à votre question?
- Q. [13] Bien, on va explorer ça, peut-être juste 18 pour... Et donc prenons l'exemple d'une fermeture 19 définitive, peu importe, sur le réseau d'une 20 centrale, quel est l'effet sur le restant du... Là 2.1 vous m'avez parlé de la fiabilité, je comprends. 2.2 Quel est l'effet par exemple sur le remplacement du 2.3 transit ou une centrale ferme à un endroit X et 24 celui qui transitait ferme sa centrale, mais ouvre 25

ou, comment dire, remplace la charge par un endroit ailleurs dans le réseau, est-ce qu'il y a un effet sur le transit?

On veut savoir jusqu'où vous allez aller
dans vos analyses finalement quant au remplacement
pour le transit.

R. Bien, je pense, je reviens vraiment à la notion de fiabilité de réseau. C'est-à-dire que, comment on décrit la fiabilité du réseau? C'est qu'on doit répondre à certains critères, hein, des critères de fiabilité.

12 Q. [14] Oui.

13 (10 h 02)

R. Donc, on passe à travers toutes sortes de critères, 14 ce qui nous dit que notre réseau finalement 15 rencontre les critères, donc est fiable. Suite à la 16 fermeture d'une centrale, c'est certain qu'il peut 17 y avoir des changements au niveau, oui, des 18 écoulements de puissance et d'autres bénéfices, 19 comme je mentionnais tout à l'heure, de support de 20 tension, support dynamique et autres. Ce qui ferait 21 en sorte que, lorsqu'on réapplique nos critères de 22 fiabilité, on ne rencontre plus la fiabilité du 23 réseau attendue. Donc, c'est là à ce moment-là 24 qu'on pourrait devoir agir pour maintenir la 25

- fiabilité de notre réseau.
- Q. [15] Je retiens de ce que vous dites finalement,
- c'est que, dans ce cas-là, parce qu'une fermeture
- de centrale, ça peut être... Premièrement, quand on
- voit la fermeture ici, c'est une fermeture
- définitive ou temporaire ou définitive? T'sais,
- dans votre regard de... Quand vous parlez de
- fermeture de centrale, vous allez, si elle est
- temporaire, poser des gestes en conséquence, c'est
- ça? Et si c'est définitif, poser d'autres gestes?
- Juste comprendre quelle est l'ampleur. Fermeture,
- c'est fermer définitivement, c'est ce que vous
- couvrez ici ou pas?
- R. Écoutez, là, je pense qu'on rentre vraiment dans
- les cas théoriques hypothétiques. Je ne sais pas
- 16 Si...
- Q. [16] Vous ne savez pas, c'est correct. Je veux
- savoir si vous...
- R. Je pense que c'est du cas par cas rendu là.
- Q. [17] Du cas par cas. O.K. Si vous le savez, tant
- mieux. Si vous ne le savez pas, on pourra explorer
- plus tard. Mais, t'sais, si on pose la question,
- lorsque vous parlez de fermeture de centrale, parce
- qu'on a vu ça des... par exemple TransCanada, la
- centrale TransCanada d'HQD, elle est fermée -

- 42 -

- comment dire- bien, elle est fermée temporairement
- « mouth ball » comme on dit, mais elle n'est pas
- fermée pour être démantelée disons. Donc je fais
- une distinction. Est-ce que, ça, ça a été... Ça
- fait partie de votre analyse ou il est trop tôt
- 6 pour en parler?
- 7 M. RÉMI DUMOULIN:
- R. J'apporterais la précision. Exemple, dans le cas
- que vous avez nommé, TCE.
- 10 Q. [18] Oui.
- R. O.K. On parle, elle n'est pas en production, mais
- elle n'est pas considérée fermée dans le terme.
- Q. [19] O.K. Parfait. Donc, on pourrait prendre une
- centrale X sur le territoire qui ne serait plus en
- production, mais qui ne serait pas fermée pendant
- une période X ou Y, pendant une période donnée
- évidemment, indéfinie.
- R. Pouvez-vous préciser votre question?
- Q. [20] Oui. Parce que vous dites, vous donnez
- l'exemple de TransCanada qui n'est plus en
- production, mais qui n'est pas fermée. On comprend
- bien qu'elle a été mise un peu de côté, si on veut.
- Donc, aux fins de notre discussion, ce n'est pas
- une centrale qui est fermée, c'est une centrale qui
- n'est plus en production?

- 1 R. C'est ça.
- Q. [21] O.K. Parfait. Et la question additionnelle.
- Peut-être que vous avez la réponse. Autrement on la
- posera. La durée, est-ce que c'est un critère ça
- que vous regardez ou pas? La durée de la fermeture.
- 6 Pardon.
- R. Il s'agit pour considérer une centrale fermée,
- 8 c'est une fermeture définitive.
- 9 Q. [22] O.K. Parfait. Je pense que ça fait le tour.
- Tout à l'heure, deuxième question de trois de ce
- matin de clarification, vous avez fait référence,
- Madame Paquette, à l'article 12B qui, bien que je
- sais que c'est dans l'autre phase, mais vous en
- avez parlé comme quoi... c'était en lien, je pense,
- avec le dernier point. Vous avez mentionné ça, je
- crois, dans la catégorie Croissance. Vous disiez
- que le fait que 12B a été modifié, est amendé
- pour... bien, une suggestion est proposée par HQT
- aux fins d'ajouter le séquençage. Peut-être revenir
- là-dessus, faire le lien avec... juste comprendre
- qu'est-ce que vous avez voulu dire entre 12B et
- votre point ce matin.
- 23 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- R. Mon point ce matin, c'était tout simplement, c'est
- par rapport à la codification, à savoir s'il était

- 44 -

- pertinent d'inclure une définition des catégories
- d'investissement à la section « définitions » des
- Tarifs et conditions.
- 4 Q. [23] Oui.
- 5 (10 h 07)
- R. Mon point, c'est que, mis à part le nouvel article
- 12B, qui n'est pas encore dans les tarifs mais il
- y a eu une proposition de codification. C'est le
- seul endroit où on voit les mots « maintien des
- actifs »...
- 11 Q. [24] Hum, hum.
- R. « Maintien et amélioration de la qualité du
- service »...
- 14 Q. [25] Oui.
- R. ... et « respect des exigences ». Donc, nulle part
- ailleurs dans les Tarifs et conditions, on fait
- référence à ces termes-là. Et pour nous, ce n'était
- pas suffisant là pour proposer une codification
- d'une définition des catégories.
- Q. [26] D'accord, mais je comprends que vous maintenez
- ce... Cet amendement-là suggéré, il est maintenu?
- Vous ne le retirez pas ce matin là? C'est juste
- pour nous assurer que...
- R. Non. Non. Pas du tout.
- Q. [27] ... pas de changement. O.K. Parfait. Je

voulais bien m'assurer.

1

25

Dernière chose. J'évite de demander le 2 pourquoi Madame la présidente, mais simplement à l'égard des pertes, je comprends de votre suggestion que les pertes, dans le document descriptif, ne doivent plus faire partie du... 6 comment dire? D'un des objectifs? C'est ce que j'ai compris ce matin, Madame Paquette? 8

R. Oui. Exactement.

Q. [28] Oui. Et peut-être à... Peut-être... Donc, est-10 ce que HQT, il y a moins de douze (12), dix-huit 11 (18) mois dans un dossier tarifaire, avait suggéré 12 la prise en compte de telles pertes comme objectif? 13 Pouvez-vous nous expliquer, un, si vous le savez? 14 Deux, pourquoi ce changement ou cette évolution-là? 15 Je peux référer à la pièce... Juste aux fins, 16 Madame la Présidente, dans le dossier 4012-2017, à 17 la pièce HQT-9, document 1, à l'annexe 1A, c'est 18 vraiment à la toute dernière page, il y avait un 19 ajout dans le document descriptif qui disait un peu 20 le contraire de ce qui est dit aujourd'hui. Alors, 21 on veut comprendre. On a le droit d'évoluer dans la 22 vie, mais on veut comprendre si c'est possible? Je 23 ne vois pas pourquoi, mais qu'elle a été 24 l'évolution d'HQT à cet égard?

- R. Je vais laisser mon collègue, monsieur Dumoulin,
- répondre à la question.
- M. RÉMI DUMOULIN:
- R. Oui. Bien. On avait proposé ça, l'idée semblait
- être bonne, mais avec notre démarche qu'on a faite,
- on a fait un historique des dossiers, justement,
- déposés à la Régie. O.K. Il n'y a aucun des projets
- qui ont été réalisés avec l'objectif unique de
- réduire les pertes. Par la suite, on a évalué, est-
- ce que c'est envisageable qu'un projet soit réalisé
- avec l'objectif unique? Et c'est improbable.
- 12 Q. [29] Je comprends.
- R. On a aussi fait une analyse. Notre expert a fait
- une analyse, un balisage, puis aucune utilité
- n'utilise comme objectif unique ou comme catégorie,
- les pertes, la réduction de pertes.
- Q. [30] Je comprends.
- 18 R. Et les pertes sont vues dans un facteur économique,
- dans notre analyse économique. Et puis, peu importe
- la catégorie dans laquelle est appliquée les
- pertes. Je dirais les objectifs visés du projet,
- donc...
- 23 Q. [31] Donc, ce que vous qualifiiez qui était une
- bonne idée, il y a quelques mois, n'a pas résisté à
- votre nouvelle grille d'analyse que madame Paquette

- 47 -

- a exprimée tout à l'heure là, quant aux principes?

 Mme SOPHIE PAQUETTE :
- R. C'est sûr, ce que je pourrais peut-être compléter, 3 effectivement, c'est que oui, ça semblait une bonne idée, d'entrée de jeux, mais après notre démarche analytique, comme Rémi vous a... monsieur Dumoulin 6 vous a présenté donc, le volet historique prospectif, le balisage, finalement on s'est rendu 8 compte que ce n'était pas, un, une pratique là qui 9 était... Ce n'était pas cohérent avec l'approche 10 utilisée ailleurs dans l'industrie. Ce n'est pas 11 quelque chose qu'on avait déjà fait ou qu'on voyait 12 qu'on pourrait faire dans le futur. Puis un autre 13 élément aussi, c'est que le traitement des 14 pertes... Actuellement, on tient compte des pertes 15
- 17 Q. [32] Oui.

16

18 R. Si c'est conforme aux Tarifs et conditions, et ce,
19 peu importe les catégories d'investissement. Donc,
20 ajouter la notion de pertes dans une des
21 catégories, viendrait emmener de la confusion, une
22 certaine ambiguïté pour nous parce qu'on ne fait
23 pas... ce n'est pas un objectif unique qui va
24 déclencher un projet d'investissement.

dans nos analyses économiques...

Q. [33] O.K. Je pense que ça fait le tour. Évidemment

- 48 -

- 1 l'expert n'est pas ici ce matin. Bon. On constate
- qu'il n'est pas là, on lui posera des questions en
- temps utile, dans le parcours usuel de demandes par
- écrit. Je vous remercie, Madame la Présidente, ça
- termine nos questions de clarifications à ce stade-
- 6 Ci.
- 7 LA PRÉSIDENTE :
- 8 Merci, Maître Turmel. Maître Neuman, avez-vous
- 9 quelques questions?
- 10 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN :
- Bonjour, Madame la Présidente. Bonjour, Mesdames,
- Monsieur, les régisseurs. Dominique Neuman pour
- Stratégie énergétique et l'Association québécoise
- de lutte contre la pollution atmosphérique.
- Bonjour, Messieurs, Dames.
- 16 (10 h 12)
- 17 Q. [34] Ma question porte sur la catégorie de respect
- 18 des exigences que vous avez résumées notamment à la
- page huit (8) de la présentation d'aujourd'hui.
- 20 O.K. Je vois la définition que vous proposez qui
- rejoint la définition que l'on connaît actuellement
- dans les dossiers antérieurs où ce type
- d'investissement inclut à la fois les
- investissements pour assurer la conformité aux
- lois, aux règlements, aux encadrements, aux normes

1 et aux engagements contractuels et même à certaines demandes des tiers, est-ce qu'il existe, et je ne 2 sais pas si à ce stade on peut demander un 3 engagement, mais est-ce qu'il existe une liste de 4 tout ce que cela comprend? Et si je vous pose cette 5 question c'est parce que je constate qu'il y a 6 peut-être une confusion qui s'installe. Par 7 exemple, la firme Brattle, dans son... dans son 8 rapport d'expertise, je n'ai pas la page, mais à un 9 moment donné, ils définissent eux-mêmes la 10 catégorie, ils disent : « C'est juste le respect 11 des lois et règlements », alors qu'on voit que la 12 définition ici est beaucoup plus large et peut-être 13 que ça... ça réduirait la confusion et ça 14 15 permettrait d'avoir une vision plus claire de ce que comprend cette catégorie si on avait une liste, 16 pas seulement une liste théorique mais une liste 17 qui indique les noms des normes, les noms des 18 19 encadrements, les noms des engagements contractuels pour qu'on puisse voir tout ce que cette vaste 20 catégorie englobe. 21 R. Non, on n'a pas cette liste-là entre les mains et 22 c'est certain que rapidement, je vois difficilement 23 24 comment on pourrait faire une liste exhaustive de toutes les lois, encadrements, engagements 25

- 50 -

	contractuels futurs parce qu'on s'entend que des
	engagements contractuels, on ne peut pas les
	prévoir non plus et puis on n'est pas à l'abri
	d'avoir des nouvelles lois, des nouveaux
	encadrements, donc, on pourrait probablement en
	lister quelques-uns mais de façon exhaustive, ça
	peut être difficile à faire là. Je pense que l'idée
	générale de la définition c'est vraiment de retenir
	qu'on peut faire des investissements liés à des
	encadrements, lois, normes, etc., dans les domaines
	de la santé et sécurité, protection de
	l'environnement, responsabilité sociale.
	Donc, pour moi, ça c'est plus complet,
	c'est plus clair peut-être que d'essayer d'aller
	très très dans le détail au niveau d'une liste
	comme telle.
Q.	[35] Que vous auriez au moins une liste partielle.
	En fait, les lois et règlements, on peut les
	trouver, les normes qui sont adoptées par la Régie,
	on peut les trouver, mais ce qui serait plus
	plus vague dans mon esprit c'est le mot
	encadrement, le mot engagement contractuel, le mot
	de demande de tiers, si vous aviez ne serait-ce
	qu'une liste partielle qui nous montre ce que ça
	peut comprendre. Même, on ne demande pas une liste

- 51 -

1		exclusive qui soit dans qui soit figée pour
2		toujours là mais au moins quelque chose qui
3		permettrait de mieux comprendre.
4		Mme WAHIBA SALHI:
5	R.	Si on revient, par exemple, aux demandes de tiers,
6		j'essaie de de vous donner une réponse pour vous
7		clarifier ce qu'on entend par demandes de tiers
8		O.K.? Les demandes de tiers, on a une décision de
9		la Régie de deux mille cinq (2005), je ne me
10		rappelle plus exactement, mais il y en a une
11		décision de la Régie qui nous précise comment
12		est-ce qu'il faut gérer une demande qui est faite
13		d'un tiers pour déplacer un actif, retirer un
14		actif. Un tiers, ça peut être le ministère des
15		Transports, ça peut être un client, ça peut être
16		ça peut être même pas un client, ça peut être une
17		municipalité, ça peut être ça peut être plein de
18		choses. Donc, venir préciser les éléments, ça nous
19		semble un peu délicat parce qu'avoir une liste qui
20		ne serait pas exhaustive, pour nous, c'est comme ne
21		pas avoir de liste.
22		Alors, ce qui est important c'est que
23		lorsque ces élément-là arrivent, on les précise
24		dans nos demandes, on en fait état à la Régie,

donc, c'est à ce moment-là que les choses sont

25

- 1 précisées.
- Q. [36] O.K. Bien, écoutez, je vous remercie, mais en
- 3 tout cas, peut-être qu'on va quand même vous
- demander si c'est pas maintenant, dans une DDR
- 5 d'avoir des exemples. C'est pas une liste exclusive
- de la même manière qu'on a eu des exemples, je ne
- sais pas, L'Achigan a été cité comme exemple par
- Brattle, juste pour qu'on puisse mieux comprendre.
- 9 (10 h 17)
- 10 Mon autre question porte sur le sens du mot
- 11 « encadrement ». Qu'est-ce que vous voulez dire par
- 13 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 14 R. Ça peut être tout simplement des encadrements
- internes à Hydro-Québec, par exemple, qui vont
- demander des investissements dans le domaine de la
- santé et sécurité, pour la sécurité des employés ou
- du public par exemple.
- 19 Q. [37] Si je vous pose cette question, c'est parce
- que dans votre pièce B-0176, HQT-5, Document 2,
- page 6, à la note infrapaginale 4, vous semblez
- indiquer que les investissements en maintien et
- amélioration incluent aussi des modifications aux
- exigences. Donc, est-ce que vous pouvez me
- permettre de mieux comprendre dans quel cas est-ce

- 53

1		qu'une modification, à une des choses qu'on voit
2		ici, sera un enfin, lorsqu'un investissement
3		causé par une modification à cette liste de choses,
4		dans quel cas ce serait un investissement en
5		respect des exigences puis dans quel cas ce serait
6		un investissement en maintien et amélioration des
7		actifs?
8	R.	Bien, je vous amène à regarder vraiment les mots
9		clés, les mots qui ont été mis en évidence dans
10		chacune des définitions, je pense que, la clé, elle
11		est là. Oui, dans les deux cas, c'est certain qu'on
12		peut faire des investissements pour répondre à des
13		nouvelles exigences, des nouvelles normes. Mais,
14		par contre, les domaines sont très différents.
15		Dans la catégorie « Maintien et
16		amélioration de la qualité du service », on parle
17		de fiabilité de réseau, on parle de continuité de
18		service, de qualité de l'onde. Alors que, dans le
19		respect des exigences, on est au niveau de la santé
20		et sécurité, respect de l'environnement,
21		responsabilité sociale. Donc, on n'est pas du tout
22		à la même place au niveau du type d'investissement
23		réalisé dans chacune des catégories.
24	Q.	[38] O.K. C'est très utile cette réponse.

Responsabilité sociale, est-ce que ça inclut

25

- 1 l'accroissement ou le maintien de la fiabilité?
- Dans le sens que c'est une responsabilité sociale

- 54 -

- par rapport aux clients. Est-ce que cela serait
- inclus dans la responsabilité sociale, au sens de
- 5 cette catégorie-là, de respect des exigences?
- R. Si je comprends bien votre question, c'est si la
- 7 fiabilité du réseau...
- 8 Q. [39] Oui.
- 9 R. ... donc le respect des critères de conception...
- 10 Q. [40] Ou l'amélioration.
- 11 R. Ou l'amélioration.
- Q. [41] Aller au-delà, aller au-delà des critères, par
- exemple.
- 14 R. Est inclus dans la responsabilité sociale?
- 15 Q. **[42]** Oui. Oui.
- R. Non. C'est pas ça qu'on veut dire. Dans les mots
- « responsabilité sociale », un exemple, ça pourrait
- 18 être qu'Hydro-Québec va construire un mur coupe-
- son, un mur décoratif parce qu'on construit un
- 20 nouveau poste au centre-ville de Montréal. Bon. Là
- je volontarise un peu n'importe quel exemple, mais
- c'est juste pour montrer qu'on va faire quelque
- chose qui n'est pas nécessairement dans nos
- activités courantes, mais qu'en tant que bon
- citoyen corporatif, on fait un investissement en

1 responsabilité sociale.

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

2.5

Q. [43] O.K. Je vous remercie. Je passe à une question 2 un peu plus globale. Vous avez dit, et c'est dans 3 la preuve écrite également et on comprend tout à 4 fait ca, que des investissements ou un projet 5 d'investissements n'est pas nécessairement lié à 6 une catégorie unique et qu'il y a une méthodologie 7 pour permettre de répartir le coût de cet 8 investissement entre différentes catégories le cas 9 échéant. Ça, je comprends ça. 10

Mais, au niveau de la définition des catégories, des objectifs visés par chacune de ces catégories, et c'est un peu dans ce sens-là que je vous ai posé des questions tout à l'heure.

Est-ce que l'on doit comprendre que ces objectifs sont mutuellement exclusif ou est-ce qu'il y aura des cas où vous ou Hydro-Québec TransÉnergie aura le choix, qu'elle pourra décider quand il y a un même objectif qui est visé par le même investissement, la même chose exactement, qu'elle peut choisir soit de le mettre dans une catégorie ou soit le mettre dans l'autre? Est-ce que c'est considéré comme qu'il n'y a pas de choix, que c'est un ou l'autre, qu'il n'y a pas d'entre les deux?

(10 h 22)

8

1	R. Non. Les objectifs visés sont vraiment mutuellement
2	exclusifs. Comme on a mentionné tout à l'heure dans
3	la présentation, il n'y a pas de chevauchement
4	possible entre les objectifs visés entre les
5	différentes catégories. Donc, lorsqu'on fait un
6	projet, c'est qu'on répond à un objectif en
7	particulier qui se classe dans une des catégories.

- Q. [44] D'accord. Je vous remercie. Je passe à une 9 autre question. Et je sais que l'expert n'est pas 10 11 là, mais l'expert a fait ce que je pourrais appeler son balisage par rapport à deux entreprises, BC 12 Hydro et PJM. Est-ce qu'il y a quelque chose de 13 particulier à votre connaissance qui différencie 14 15 ces deux entreprises d'autres entreprises de transport en Amérique du Nord ou ailleurs, est-ce 16 qu'elles ont quelque chose de très spécifique qui a 17 amené à faire ce choix de balisage? 18
- 19 R. Vous m'excuserez, je ne répondrai pas à la place de 20 l'expert. Je ne me sens pas à l'aise de témoigner 21 en son absence. Donc, je pense que ce serait plus 22 une question pour lui lorsqu'il sera présent avec 23 nous.
- Q. [45] D'accord. Lorsqu'il y a un remplacement de ligne qui est requis, on essaie de voir dans quelle

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

catégorie cela peut s'inscrire et selon les cas. En 1 fait ce qu'on a constaté, c'est que, dans le cas de 2 Gracefield, ça avait été catégorisé comme, sauf 3 erreur, comme maintien des actifs; et dans la 4 dérivation Saint-Sauveur, ça a été catégorisé comme 5 amélioration. Est-ce qu'il y a une règle, enfin 6 7 quelque chose qui nous permet de comprendre comment classer un remplacement de ligne? 8

R. Bien, de façon très générale, puis peut-être que mon collègue, monsieur Dumoulin, pourra compléter, je ne connais pas personnellement ces projets-là, donc je ne pourrais pas rentrer dans le niveau de détail pour ces projets-là. Par contre, je vous ramène toujours aux objectifs visés par chacune des catégories. Donc, lorsqu'il est question de maintien des actifs, rapidement les mots clés à retenir c'est vraiment des actifs qui sont rendus en fin de vie utile. On parle de pérennité, bris, défaillance. Donc, si on classe un investissement dans cette catégorie, c'est parce qu'on a atteint ces objectifs-là ou on a répondu à ces objectifslà. Tandis que, maintien et amélioration de qualité du service, bien, on était en maintien et amélioration de la fiabilité du réseau, continuité de service, qualité de l'onde, et caetera. Donc, ça

- va dépendre de l'objectif visé par le projet.
- 2 M. RÉMI DUMOULIN:
- 3 R. La réponse de ma collègue est claire.
- Q. [46] Je passe à ma dernière ligne de questions. Je
- 5 veux revenir à la phrase qu'a citée mon collègue
- 6 maître André Turmel pour Nalcor qui vous référait à
- 7 la phrase, qui faisait référence à la fermeture de
- 8 centrales ou au déplacement de charges comme
- 9 faisant partie des objectifs d'un investissement en
- 10 maintien et amélioration de la qualité.
- Je n'ai pas fait l'archéologie de ce texte-
- 12 là, mais je sais qu'il y a quelques années cette
- phrase-là n'était pas dans la définition de la
- 14 catégorie. Est-ce que c'est la première fois que
- vous nous la proposez ou est-ce que c'était déjà là
- 16 comme l'an dernier dans un autre dossier? J'essaie
- de voir depuis quand ce texte-là vous l'incluez.
- 18 Est-ce que c'est la première fois?
- 19 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 20 R. Peut-être juste clarifier un petit bout. C'est
- qu'au niveau de la fermeture de centrales,
- déplacement de charges, ce n'est pas des objectifs
- visés en soi pour un déclenchement d'un
- investissement. Par contre, c'est plutôt si jamais
- on a une fermeture de centrale qui nous amène une

dégradation de la fiabilité et qu'on doit maintenir 1 la fiabilité de notre réseau, l'objectif visé, 2 c'est vraiment le maintien de la fiabilité du 3 réseau. Je voulais juste ramener ce petit bout-là. 4 Maintenant, ceci étant dit, effectivement, 5 c'est la première fois qu'on propose cette 6 formulation-là dans la catégorie Maintien et 7 amélioration de la qualité du service. Je ne me 8 souviens pas par coeur quel intervenant avait 9 soulevé ce point-là, que ça pourrait être 10

intéressant de mettre ce terme-là dans la catégorie

pour des fins de clarification. Donc c'est ce qu'on

13 a fait.

(10 h 27)

11

12

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

Q. [47] Tout à l'heure en réponse à mon collègue de Nalcor, vous avez établi une distinction entre les cas de fermeture définitive d'une centrale, donc on parle d'un démantèlement, et le cas où la centrale n'est pas démantelée mais est inopérante. J'essaie de voir la distinction que ça peut amener en termes d'investissement pour maintenir la fiabilité et la stabilité du réseau. Si une centrale est inopérante, même si le building est toujours là, il y a un problème, il y a un enjeu, l'enjeu est le même quant à l'effet que ça a sur la fiabilité et

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

- 60 -

la stabilité du réseau. C'est-à-dire que si la centrale, même si elle n'est pas démantelée si on ne peut pas l'appeler quand on en a besoin, ça veut dire que... Donc, j'essaie de comprendre pourquoi vous faites une distinction entre une centrale qui ne marche pas, n'est pas appelable quand on en a besoin, et une centrale qui est physiquement démantelée?

Je peux préciser ma question par rapport à TCE qui était l'exemple fourni tout à l'heure. TCE, bon, la centrale n'est pas démantelée, mais selon notre connaissance, notre compréhension, il n'y a pas d'alimentation à gaz. Donc, la centrale ne peut pas fonctionner et ça ne prend pas une heure, ça ne prend pas une journée, ça ne prend pas une semaine si on décide de la remettre en fonction, ça prendrait plus de temps que ce qu'on aurait besoin pour régler un problème de fiabilité ou de stabilité.

R. Bon. Bien. Ça, honnêtement, je ne suis pas aux faits là de ces faits-là. Je peux vous répondre, par contre, de façon peut-être plus générale. Une fermeture de centrale définitive, qui va emmener éventuellement un démantèlement de la centrale, bien là, c'est certain qu'au niveau de la fiabilité

6

7

8

9

10

11

12

13

23

24

25

- 61 -

du réseau, si cette centrale-là emmène une dégradation de la fiabilité, on doit agir, on doit prévoir des investissements pour pallier cette dégradation-là.

Maintenant, si la centrale, pour toutes sortes de raisons contractuelles, autres, donc la centrale est toujours raccordée au réseau, mais elle ne produit pas temporairement, donc, elle a toujours, peut-être, elle pourrait produire éventuellement. Donc on ne déclenche pas des investissements liés à cette... On va l'appeler « la fermeture temporaire » de cette centrale-là, là.

Q. [48] O.K. Je vais vous poser la question autrement. 14 15 Vous dites que vous ne faites pas d'investissement pour un tel cas. Je comprends que ça serait 16 habituellement... Habituellement, ça serait votre 17 choix. Si vous en faites quand même. Supposons, 18 c'est-à-dire, on a une centrale qui ne fonctionne 19 pas et n'est pas réactivable à court terme et vous 20 21 faites des investissements. Dans ce cas-là, ça va dans quelle catégorie? 22

R. C'est ça. C'est que là, ça serait difficile de faire des investissements parce qu'il n'y a pas d'objectif visé là, étant donné que...

- 62 -

- 1 Q. [49] La stabilité, la fiabilité?
- 2 R. Oui, mais si la centrale n'est pas fermée
- définitivement ou on n'a pas eu un avis qu'elle
- 4 serait fermée définitivement, on ne déclenchera pas
- 5 d'investissements pour ça là.
- Q. [50] Oubliez « fiabilité », juste la « stabilité ».
- Si elle n'est pas là, il peut y avoir un enjeu de
- stabilité qui vous emmène à faire des
- 9 investissements. Puis dans ce cas-là, ils vont où,
- dans quelles catégories, ces investissements?
- 11 M. RÉMI DUMOULIN:
- 12 R. La conception du réseau tient compte de cette
- production-là. O.K. Et puis, il faut faire bien la
- distinction entre « conception d'un réseau » et
- conception d'un réseau, la centrale qui est
- 17 temporairement fermée, elle est présente dans les
- études. Donc, on n'évalue pas la non présence de
- 19 cette centrale-là.
- Q. [51] Et pour l'exploitation? Si vous avez un
- investissement à faire pour gérer cette situation?
- 22 R. Ça, nous autres, on est là ici pour la conception.
- 23 Q. **[52]** Oui.
- 24 R. L'exploitation, c'est un autre...
- Q. [53] Oui, mais c'est un investissement quand même?

- 1 Me ÉRIC DUNBERRY:
- Madame la Présidente, la question a été posée,
- reposée, les réponses ont été données et la
- dernière réponse est à l'effet que cette
- 5 distinction entre « planification » et
- « exploitation » nous fait quitter la zone de
- pertinence parce que ce n'est plus une question
- relative, évidemment, à la phase 2B, politique
- 9 d'ajout, on parle de l'exploitation du réseau et
- non pas des questions relatives à des
- investissements à l'intérieur des quatre catégories
- 12 pour des critères de fiabilité ou de stabilité, par
- exemple. Alors, je pense que la question a été
- largement traitée et on pourrait peut-être passer à
- la suivante.
- 16 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Je retire cette question et je vais à la suivante.
- 18 Q. [54] Les investissements qui sont requis pour des
- motifs d'exploitation, est-ce qu'ils sont visés par
- votre présente présentation? Si des investissements
- sont requis pour des fins d'exploitation?
- 22 (10 h 33)
- 23 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 24 R. Si vous regardez dans le texte de la description
- synthétique, c'est certain que j'ai pas relevé

1		nécessairement tous les mots où on avait
2		exploitation là mais, par exemple, dans la
3		catégorie maintien des actifs, je suis au document
4		HQT-5, document 2, page 5, par exemple, aux lignes
5		22, 23, il est question, par exemple, des
6		équipements dont les écarts de performance se
7		traduisent par des restrictions sur le réseau, par
8		une exploitation du réseau plus complexe. Donc,
9		dans ce cas-là, par exemple, on pourrait ça
10		pourrait nécessiter un investissement. Et ça, vous
11		le retrouvez Là, je ne me souviens pas
12		exactement par coeur, il faudrait que je fasse une
13		petite recherche, mais on a le mot exploitation
14		aussi ailleurs dans certains certaines
15		catégories. Donc, les objectifs visés sont bien
16		décrits là dans la description synthétique des
17		investissements.
18	Q.	[55] O.K. Alors, je vous remercie. Ça répond à ma
19		question y compris la précédente et je reviendrai
20		là-dessus en DDR.
21		Dans cette phrase-là qu'on vient
22		d'examiner, vous parlez de fermeture de centrales
23		et de déplacement de charges, vous ne mentionnez
24		pas un élément et je voudrais savoir comment est-ce
25		que vous le traitez. La réduction de charges, s'il

y a une réduction de charges et que ça peut amener

- 65 -

- un investissement, par exemple, un investissement
- pour maintenir la stabilité du réseau, est-ce que
- 4 ça peut être considéré comme une croissance, une
- 5 croissance négative? Est-ce que ça peut être traité
- de cette manière un investissement en croissance
- 7 négative?
- 8 R. Je n'irai pas jusqu'à dire croissance négative, je
- yais vous ramener toujours vraiment à l'objectif
- 10 visé...
- 11 Q. **[56]** Oui.
- 12 R. ... par les investissements. Donc, si on a un
- réseau X, que ça soit une réduction de charges, un
- 14 déplacement de charges, fermeture de centrales, qui
- fait en sorte que notre fiabilité de réseau est
- dégradée, encore là, c'est toujours... il faut...
- il faut revenir vraiment aux objectifs, ils sont
- 18 là, ils sont importants, ils sont simples mais ils
- 19 sont importants, donc, si notre fiabilité de réseau
- est dégradée et qu'on doit agir, qu'on doit
- investir pour maintenir cette fiabilité de
- réseau-là, bien, à ce moment-là, on va... on va le
- faire. Mais là, je vais arrêter là, je ne parlerai
- pas de croissance négative.
- 25 Q. [57] Et ce sera... et ce sera dans la catégorie?

- 66 -

- 1 R. Bien, de maintien...
- 2 Q. [58] Oui.
- R. ... de la fiabilité, on est dans la catégorie
- 4 maintien, amélioration de la qualité du service.
- Q. [59] O.K. Le mot maintien est employé dans deux
- catégories, dans les deux premières, est-ce qu'il y
- a un autre terme que vous pourriez utiliser par
- 8 exemple dans la catégorie maintien, amélioration
- pour éviter le risque de confusion avec l'autre
- 10 catégorie ou est-ce que vous pourriez nous aider à
- mieux distinguer? Parce que amélioration, on
- comprend, je comprends ce que ça veut dire
- amélioration, mais maintien de la qualité versus
- maintien... Bien, O.K., je comprends qu'il y a
- maintien des actifs là mais c'est-à-dire est-ce
- qu'il y a quelque chose que vous pourriez faire
- pour nous aider à... et ça pourrait être l'emploi
- 18 d'un synonyme, pour éviter la confusion possible
- qui pourrait exister entre les deux catégories?
- 20 R. C'est certain que si vous regardez les mots clé,
- ils sont vraiment distinctifs, hein, d'une
- catégorie à l'autre, donc, oui, on parle de
- maintien des actifs, donc, pérennité, fin de durée
- de vie utile, etc., tandis que dans la deuxième
- catégorie, maintien, amélioration, on est plus au

8

9

10

11

12

13

14

- 67 -

niveau de la fiabilité de réseau. Je ne répéterai

pas là, ça fait déjà quelques fois, mais je pense

que vous comprenez le principe. Maintenant, est-ce

qu'on pourrait trouver un synonyme pour maintien de

la fiabilité? Ça serait à voir là, je ne pourrais

pas vous répondre maintenant.

- Q. [60] Est-ce que Hydro-Québec n'avait pas... J'ai le souvenir, je pense qu'un témoin d'Hydro-Québec avait mentionné ça ou peut-être que c'était une demande de la Régie de changer le nom de la catégorie pour utiliser uniquement amélioration de la qualité, est-ce que ma mémoire me fait défaut?

 Je crois me souvenir que ça avait été abordé lors d'un témoignage.
- R. Ça n'a pas été apporté à mon attention, je ne 15 pourrais pas vous confirmer ce point-là. Toutefois, 16 si on parlait seulement d'amélioration de la 17 fiabilité c'est certain que ça ne ferait pas 18 l'affaire parce qu'il y a plusieurs projets qui 19 sont réalisés dans cette catégorie-là pour le 20 maintien seulement de la fiabilité. Donc, on n'est 21 pas là nécessairement pour améliorer quelque chose 22 mais ça peut être pour maintenir la fiabilité, 23 continué de service, qualité de l'onde, etc. 24
- Q. [61] O.K. Alors, je vous remercie beaucoup.

- 68 -

1 ((10	h	38))

- 2 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 3 Ça termine mes questions.
- 4 LA PRÉSIDENTE:
- 5 Merci, Maître Neuman. Maître Turmel?
- 6 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL:
- Avec votre permission, une clarification sur la
- 8 clarification, si vous permettez. J'en ai pour
- yingt-cinq (25) secondes. Je pense que, au bénéfice
- 10 de tous.
- Q. [62] Dans le document, dans la pièce HQT-5,
- Document 2, le document de Description synthétique
- des investissements et de leurs objectifs. On
- comprend que, évidemment, vous reprenez un peu, et
- vous bonifiez, entre guillemets, les documents qui
- étaient utilisés d'année en année.
- 17 Est-ce qu'il serait possible aux fins d'un
- engagement de déposer une version, je dirais, en
- 19 suivi des modifications qui nous permettrait
- simplement de voir l'évolution claire et nette sur
- le papier? Comme ce matin, on a appris qu'on
- ajoutait ceci, on enlevait cela. Je pense que, avec
- la machine, ça va prendre exactement vingt-trois
- secondes. Si c'est possible. Si elle est fiable.

1		Mme SOPHIE PAQUETTE :
2	R.	Je ne vois pas de problème à ça.
3	Q.	[63] Parfait. Engagement?
4		LA PRÉSIDENTE :
5		Numéro 1.
6		Me ANDRÉ TURMEL :
7		Donc, à l'égard de la pièce HQT-5, Document 2,
8		produire une version comparée de ce document avec
9		la dernière version utilisée dans le dossier
10		R-4059-2018, par exemple, qui était la pièce HQT-1,
11		Document 2. Comme ça, on va voir clairement le plus
12		récent avec aujourd'hui. Ça vous va? Je vous
13		remercie.
14		
15		E-1 (HQT) : À l'égard de la pièce HQT-5, Document
16		2, produire une version comparée de ce
17		document avec la dernière version
18		utilisée dans le dossier R-4059-2018,
19		par exemple, qui était la pièce HQT-1,
20		Document 2 (demandé par NEMC)
21		
22		LA PRÉSIDENTE :
23		Merci, Maître Turmel. Maître Neuman?
24		Me DOMINIQUE NEUMAN :
25		Excusez-moi! On me signale que j'avais oublié une

- 70 - Me Dominique Neuman

- 1 question.
- 2 LA PRÉSIDENTE :
- 3 Allez-y!
- 4 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN :
- 5 Q. [64] Prenons un cas où vous faites un
- investissement en croissance, enfin une croissance
- 7 a lieu, que vous faites un investissement pour
- 8 répondre à cette croissance et que, par la suite,
- 9 vous vous apercevez que cet investissement en
- croissance a été insuffisant et que vous devez
- 11 faire un deuxième investissement pour répondre à
- cette même croissance un an ou quelques années plus
- tard. Est-ce que je comprends correctement que cet
- 14 investissement est quand même considéré comme un
- investissement en croissance même s'il arrive un
- 16 peu plus tard?
- 17 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 18 R. Bien, je vous dirais que, d'entrée de jeu,
- lorsqu'on fait un projet d'investissement, qu'on va
- le présenter, par exemple, à la Régie pour des fins
- d'approbation, au moment de l'étude, au moment de
- notre projet, je peux vous confirmer que les
- investissements requis pour ce besoin en
- croissance-là sont complets. Il n'y a pas... Je ne
- vois pas comment plus tard on pourrait avoir besoin

- 71 - Me Dominique Neuman

- d'autre chose, là, pour le besoin ou on répond à la demande en croissance au moment où on la recoit.
- Q. [65] Mais on parle ici au niveau des concepts, au
- 4 niveau conceptuel. S'il arrive que vous réalisez
- que vous avez fait une erreur, peut-être que ce
- n'est jamais arrivé, dans ce cas-là, j'essaie de
- 7 voir, est-ce que je comprends correctement que si
- 8 vous en faites un... si vous faites un deuxième
- 9 investissement, un deuxième groupe
- 10 d'investissement, ça va quand même dans la
- 11 catégorie Croissance?
- 12 Me ÉRIC DUNBERRY:
- Juste bien comprendre la question. Alors, un projet
- est présenté, une erreur est commise par le
- 15 Transporteur, cette erreur-là n'est pas détectée
- par la Régie, la Régie endosse le projet, le projet
- va de l'avant avec une décision de la Régie
- 18 confirmant que l'investissement est suffisant, que
- 1'ensemble des critères sont rencontrés, que la Loi
- 20 est rencontrée, que la réglementation est
- rencontrée et que, plus tard, dans l'hypothèse de
- 22 mon confrère, tous se sont trompés, il doit y avoir
- un correctif. Et la question est de savoir, est-ce
- que ce correctif-là sera qualifié de croissance ou
- d'autres catégories? C'est bien ça la question?

- 72 -

Me DOMINIQUE NEUMAN:

1

Non. Je corrige mon confrère puisque la Régie, dans 2 sa décision ne juge pas que l'investissement est 3 suffisant puisque sa décision est une décision 4 d'autorisation. Donc, la Régie n'a pas 5 nécessairement à jouer le rôle de juger. Et de 6 toute façon, elle ne pourrait pas, à moins de 7 refuser le projet, elle ne pourrait pas ordonner de 8 modifier l'investissement pour y ajouter quelque 9 chose. 10 Me ÉRIC DUNBERRY : 11 Premièrement, je serais peut-être en désaccord avec 12 mon confrère. Deuxièmement, Madame la Présidente, 13 nous sommes dans le cadre ici d'une précision, une 14 clarification. Vous avez ici un exemple 15 hypothétique qui est à ce point inusité que je ne 16 crois pas que ce genre de question-là devrait être 17 autorisée eu égard au cadre que vous avez défini, 18 c'est-à-dire de préciser les éléments contenus dans 19 la preuve. L'exercice d'aujourd'hui, c'est en 20 substitution à des demandes de renseignements. Et 21 je vois mal, eu égard au texte de l'article 2.2 du 22 Guide de dépôt comment on pourrait présenter une 23 24 telle demande aussi hypothétique à un témoin qui n'est pas un expert d'abord et, deuxièmement, de 25

présenter ce genre d'hypothèse pour ensuite tenter d'obtenir une réponse alors que madame Paquette a déjà répondu que ce genre de situation-là est pour le moins impossible.

5 (10 h 43)

1

2

3

4

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

LA PRÉSIDENTE :

Maître Neuman, je vais être d'accord avec le Transporteur ici parce que même... Puis on sait que c'est basé sur des prévisions. Alors, même si une prévision, par exemple, de demandes qui étaient évaluées à deux pour cent (2 %) en raison d'une croissance de population, et finalement la croissance de population explose, on est à six pour cent (6 %) et l'investissement initial ne devait pas suffire, ils vont représenter un autre projet puis ils vont le présenter probablement en croissance parce qu'il a évolué plus rapidement . Et ça va être à eux de le justifier, à ce momentlà, sous croissance là. Je ne vois pas comment le Transporteur va arriver pour dire : « Bien. Nos prévisions de l'époque demeurent des prévisions. On aurait dû rajouter un transformateur de plus ou des équipements de plus là. » Je n'arrive pas à saisir là le bien-fondé de votre question sur ce point-là, là.

PANEL HQT
Contre-interrogatoire
Me Dominique Neuman

- 74 - Me Dominique Neuman

- 1 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Bien. Ma question, en fait, vous y répondez. Je ne
- sais pas si c'est la réponse que le Transporteur a,
- 4 mais je suis très satisfait de votre réponse. C'est
- 5 que le deuxième investissement aussi serait un
- investissement en croissance.
- 7 LA PRÉSIDENTE :
- 8 Il nous le dira à ce moment-là « Écoutez. La
- 9 fiabilité ou la croissance? » Mais ce que je veux
- dire, c'est que le deuxième projet à qui nous le
- présenterons, et nous le présenterons...
- 12 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Hum, hum.
- 14 LA PRÉSIDENTE :
- 15 ... en fonction des objectifs...
- 16 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 17 Hum, hum.
- 18 LA PRÉSIDENTE :
- ... qu'ils demandent puis ils les justifieront à ce
- 20 moment-là.
- 21 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Oui, mais en tout cas, c'est très actuel comme
- question, mais je ne veux pas aller dans des
- spécificités. O.K. Alors, en fait... Je vous
- remercie, Madame la Régisseure, mais je me

PANEL HQT

- demandais si les témoins avaient quelque chose à
- ajouter pour confirmer ce que vous venez de dire ou
- 3 pas, mais...
- 4 Me ÉRIC DUNBERRY:
- Madame la Présidente, d'abord, je pense que... J'ai
- fait une objection, je pense que vous en avez
- disposée, vous avez rejeté la question et maître
- Neuman semble oublier à la fois votre décision et
- 9 mon objection pour redemander la même question.
- Alors, je pense qu'on peut passer à la suivante,
- d'autant plus qu'il l'a admis lui-même que
- 12 c'était...
- 13 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 14 C'était... C'était... C'était...
- 15 Me ÉRIC DUNBERRY:
- 16 ... que c'était à des fins d'un autre dossier.
- 17 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 18 C'était... Euh... Non. C'était une question
- 19 conceptuelle.
- 20 Me ÉRIC DUNBERRY:
- Oui. Oui. Je n'en doute pas.
- Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 23 C'est une conception. On est ici au niveau
- conceptuel.

1	LA PRÉSIDENTE :
2	Alors, Maître Neuman, avez-vous une autre question?
3	Me DOMINIQUE NEUMAN :
4	Je n'ai pas d'autre question. Je vous remercie.
5	LA PRÉSIDENTE :
6	Je vous remercie beaucoup, Maître Neuman. Maître
7	Ouimette, je vois que vous n'avez pas de question.
8	Madame Falardeau.
9	INTERROGÉS PAR LA FORMATION
10	Mme ESTHER FALARDEAU
11	Q. [66] Oui. J'ai juste une question de clarification
12	concernant la catégorie la catégorie « maintien
13	et amélioration de la qualité de service » pour
14	laquelle vous proposez une définition. Donc, je lis
15	de votre texte, à la page 6 là :
16	Les investissements attribués à cette
17	catégorie ne sont pas associés aux
18	cycles de vie des équipements et
19	installations ni à l'état des actifs.
20	L'objectif visé étant d'assurer le
21	maintien et l'amélioration de la
22	fiabilité du réseau, les
23	investissements requis pour respecter
24	de nouveaux critères de conception.
25	Là, dois-je comprendre ici que cette catégorie vise

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 les investissements requis pour respecter les nouveaux critères de conception incluant donc des 2 critères qui auraient été mis à jour, mais de 3 nouveaux critères? Le mot « nouveaux » ici, je 4 comprends bien qu'on ne vise que la nouveauté dans 5 le critère de conception? 6 Mme SOPHIE PAQUETTE : 7 R. Non. Pas tout à fait. C'est que... Quand on parle, 8 par exemple, de maintien de la fiabilité... Tout à 9 l'heure, on en a fait mention à travers les 10 questions. C'est que s'il arrive un événement sur 11 le réseau, une fermeture de centrale, parce qu'on 12 en a parlé tout à l'heure, qui fait en sorte que 13 notre fiabilité est dégradée, on veut maintenir la 14 15

le réseau, une fermeture de centrale, parce qu'on en a parlé tout à l'heure, qui fait en sorte que notre fiabilité est dégradée, on veut maintenir la fiabilité, on utilise nos critères actuels. Il n'y a pas de nouveaux critères dans ce concept-là, c'est vraiment les critères qu'on utilise à tous les jours quand on fait la planification de notre réseau. Ce qu'on veut dire par la phrase, c'est plutôt le fait que si jamais on avait un nouveau critère de conception ou une nouvelle norme de fiabilité qui nous imposait d'agir et nous imposait de déclencher des investissements pour y répondre, à ce moment-là, pour ces raisons-là, on viendrait catégoriser les investissements dans la catégorie

- 4 « maintien et amélioration de la qualité de
- service ». Donc, c'est vraiment deux niveaux là
- d'investissements. Je ne sais pas si ma réponse est
- 4 claire pour vous.
- Q. [67] Donc, je comprends donc, dans ce cas-là...
- 6 R. Oui.
- 7 Q. [68] ... c'est des investissements qui visent tout
- 8 ce qui est requis pour respecter les critères de
- 9 conception, qu'ils soient nouveaux ou non nouveaux?
- 10 R. Exactement.
- Q. [69] Mais le mot « nouveaux » ici... Merci. J'ai
- 12 bien compris.
- 13 (10 h 48)
- 14 Me LISE DUQUETTE :
- Bonjour. Lise Duquette pour la formation. Quelques
- 16 questions de clarification. Je vais juste m'assurer
- 17 que... O.K. Alors, la première, je suis à la même
- page là, à la page... En fait, je suis à la page 7
- de votre présentation. Et je voudrais bien
- comprendre la distinction que vous faites entre
- fiabilité du réseau et continuité du service parce
- que normalement, quand on... Est-ce que, par
- fiabilité du réseau, est-ce que c'est... L'indice
- de continuité, est-ce que c'est seulement les
- normes de fiabilité? Est-ce que c'est les deux? Et

1	si oui, quelles différences faites-vous ent	re
2	fiabilité du réseau et continuité du servic	e?
3	R. Donc, c'est ça. Au niveau de la fiabilité d	u
4	réseau, c'est vraiment lié principalement a	ux
5	critères de conception, au critère de fiabi	lité du
6	réseau qu'on a. Tandis que la continuité de	
7	service, ça fait plus référence effectiveme	nt à
8	l'indice de continuité.	
9	Donc, un client, pour toutes sortes	de
10	raisons, qui a un indice de continuité qui	est très
11	faible ou qui est inadéquat, on pourrait, p	ar
12	exemple, ajouter un nouveau disjoncteur dan	s le
13	poste, c'est vraiment un exemple comme ça	
14	théorique, qui ferait en sorte qu'on viendr	ait
15	améliorer sa continuité de service.	
16	Ça fait que la fiabilité du réseau,	on peut
17	simplement référer aux critères de concepti	on.
18	C'est un niveau de fiabilité qu'on veut avo	ir qui
19	est lié aussi au comportement du réseau. Ta	ndis que
20	la continuité de service, on est plus au ni	veau de

Q. [70] Merci. Et je vous amène à ce moment-là puis...
à la page 8 dans « Respect des exigences ». Et puis
c'est dans vos mots clés là, santé... dans les
domaines de la santé et de la sécurité. Est-ce que

l'indice de continuité.

21

1		vous faites référence seulement aux normes du
2		travail ou vous faites également référence aux
3		normes de fiabilité? Parce que, par le passé, ma
4		compréhension, c'est que le Transporteur avait
5		indiqué que les normes de fiabilité, c'était pour
6		la sécurité du public et que À ce moment-là,
7		est-ce que ça rentre dans ces normes-là, les normes
8		de fiabilité ou est-ce que ça rentre dans
9		« fiabilité du réseau » avec les normes de
10		conception?
11	R.	O.K. Ça fait que pour les normes de fiabilité
12		approuvées par la Régie là, donc rédigées par la
13		NERC, c'est ça qu'on
14	Q.	[71] Oui.
15	R.	Parfait. Pour les normes de fiabilité, je reviens
16		toujours aux objectifs visés, hein! Ils ont l'air
17		simples nos objectifs, mais je pense qu'ils ont
18		vraiment une utilité. Si c'est des normes de
19		fiabilité qui visent la fiabilité du réseau, on est
20		vraiment dans la catégorie « Maintien et
21		amélioration de la qualité de service. »
22		Si c'est des normes qui nous amènent plus
23		au niveau des enjeux de santé et sécurité,
24		d'environnement, et là je n'en ai pas une qui me
25		vient en tête là, je ne les connais pas

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

personnellement par coeur ces normes-là. Mais, si on est dans ces domaines-là, bien on est dans le respect des exigences.

Ça fait que l'objectif visé dans chacune des catégories est vraiment important. Ça fait qu'on ne peut pas dire que les normes de fiabilité vont dans une catégorie ou dans une autre. Ça peut être dans les deux, mais dépendamment de l'objectif visé, c'est là où on va être capable de départager, savoir si les investissements vont dans la catégorie « Respect des exigences » ou « Maintien et amélioration de la qualité de service. »

- Q. [72] Alors, par exemple, si je prends les normes

 CIP qui ont trait à la sécurité de l'information

 qui peut circuler sur le réseau, à ce moment-là ça

 irait dans « Fiabilité du réseau ». Ça rentrerait

 dans les critères de conception, c'est ce que je

 dois comprendre de votre réponse?
- 19 R. Je ne voudrais pas vous dire n'importe quoi. Je 20 préférerais vérifier puis vous revenir pour ces 21 normes-là spécifiquement là puisque je ne les 22 connais pas personnellement dans le détail.
- Q. [73] Mais, si je vous posais la question en DDR, de clarifier...
- 25 R. Oui.

1	Q. [74] « quelle norme fait partie de quel
2	objectif », est-ce que c'est quelque chose qui
3	serait possible? Je vais y réfléchir là, mais
4	R. Bien, certainement, si on avait une certaine norme,

- on pourrait, dépendamment... Je sais qu'il y a

 plusieurs exigences dans la norme. Je ne sais pas

 si ça pourrait aller jusqu'à regarder l'exigence

 même de chacune des normes. Mais, oui, certainement

 qu'on pourrait donner de l'information.
- Q. [75] Parce que je dois vous avouer que je ne suis

 pas une experte sur les normes. Je n'ai jamais fait

 de ces dossiers-là. Alors, je ne sais pas... je

 sais qu'il y en a beaucoup par contre là. Alors, on

 verra comment qu'on formulera ça. Toujours à la

 page 7, votre dernière puce, vous indiquez:
- Permettre l'amélioration du rendement d'un équipement
- Pourriez-vous clarifier ce que vous voulez dire par « rendement »?
- 20 M. RÉMI DUMOULIN :
- 21 R. Par le terme « rendement », c'est qu'on maximise, 22 par exemple, je vais vous donner un compensateur 23 synchrone, on utilise le même, on viendrait mettre 24 un système pour permettre de fournir plus de 25 mégavars pour supporter la tension. Donc, on

utilise les mêmes équipements. On vient ajouter un 1 système pour compenser. Donc, le rendement de 2 l'équipement est meilleur, mais il reste avec la 3 même conception. 4 (10 h 53) 5 Q. [76] O.K. Je vais revenir sur les questions 6 7 concernant les mouvements de charge et de production, comment ca rentre. Parce que j'ai 8 compris que c'était dans les critères de conception 9 là que vous... Mais, la catégorie de croissance, 10 11 vous parlez : Répondre aux besoins du Distributeur 12 pour la croissance de la charge locale 13 $[\ldots]$ 14 15 Évidemment, il y a des bouts de croissance dans un... qui peuvent être dans une croissance de la 16 charge locale. Évidemment, il y a des bouts de 17 croissance dans un... qui peuvent être dans un coin 18 géographique mais qu'il y a une décroissance. La 19 croissance globale demeure enfin, la demande 20 globale demeure la même mais il y a une croissance 21 dans une région géographique, il y a une 22 décroissance dans une autre, est-ce que 23 l'investissement à ce moment-là rentre dans besoin 24 du Distributeur croissance dans la région 25

- géographique où ça croît ou en raison de la
- croissance globale, en fait, la demande globale
- nulle, on s'en va dans la fiabilité du réseau? Je
- 4 ne sais pas si ma question est claire.
- 5 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- R. Bien, je pense que j'ai compris, vous me direz si
- je réponds à côté de votre question. Donc,
- lorsqu'on reçoit la prévision du Distributeur, à
- 9 chaque année, le Distributeur nous donne la
- 10 prévision de charges à chacun des postes, par
- exemple, alors, c'est certain que si un poste, on
- voit dans l'horizon quelques années, on voit que sa
- capacité n'est plus suffisante pour rencontrer la
- 14 prévision de charges du Distributeur, à ce
- moment-là, on va agir, par exemple, à ajouter un
- 16 nouveau transformateur dans ce poste-là et ça, ça
- 17 va aller en croissance. On répond à une demande de
- 18 croissance pour le Distributeur.
- 19 Q. [77] Même si globalement à ce moment-là, la demande
- pour le Québec demeure la même, donc, comme il n'y
- a pas de croissance globale, on va aller dans la
- croissance géographique de la localité?
- 23 R. Oui, exactement.
- Q. [78] Juste une... Il ne me reste pas beaucoup de
- questions. Dans « Répondre aux demandes des autres

1	clients	»,	à	votre	deuxième	puce,	vous	avez
---	---------	----	---	-------	----------	-------	------	------

- 2 indiqué:
- 3 Le raccordement d'une nouvelle
- 4 ressource ou l'accroissement de la
- 5 capacité d'une ressource existante...
- Et vous aviez mentionné que c'était pour la charge
- locale, évidemment, ça pourrait être... c'est peut
- être plus rare mais pour une demande de point à
- 9 point aussi, il pourrait y avoir...
- 10 R. Moi, j'ai peut-être fait un lien, quand j'ai fait
- la présentation, vous me dites, dans la deuxième
- 12 puce?
- Q. [79] Oui, le raccordement d'une nouvelle
- 14 ressource...
- 15 R. Oui.
- Q. [80] ... ou l'accroissement de la capacité d'une
- 17 ressource existante, vous avez fait le lien que ça
- 18 c'était pour la charge locale.
- 19 R. Si j'ai dit ça, je m'en excuse, c'est vraiment une
- erreur. Non, on est vraiment plus, par exemple,
- dans le service point à point. Le raccordement
- 22 d'une nouvelle ressource ou accroissement de
- capacité d'une ressource existante pour
- 1'alimentation de la charge locale se retrouve dans
- les besoins du Distributeur.

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

Q. [81] O.K. Merci. Et là, j'arrive sur mon repère, sur la notion de repère.

Alors, la Régie, dans sa décision, je vais aller la rechercher, attendez une minute, à la décision D-2018-152, quand on parlait qu'on voulait souhaiter d'examiner l'à-propos d'ajouter aux définitions des repères qui permettent de mieux identifier à quel catégorie d'investissement sont affectés les coûts des ajouts, on pourrait enlever aux définitions, ça serait d'ajouter des repères qui permettent de mieux identifier à quelle catégorie d'investissement sont affectés les coûts des ajouts lors de l'examen des projets intégrés à objectifs multiples. Donc, les repères sont aux fins d'identifier les coûts, à quelle catégorie ils doivent aller, les équipements eux-mêmes, comment qu'on arrive à faire cette répartition-là. Et monsieur Dumoulin parlait tantôt et votre expert l'aborde aussi à la page 7 de son mémoire d'une méthode pour isoler les besoins de manière optimale. Dans cette méthode-là, il doit y avoir des critères, des repères, des objectifs, je ne sais pas comment les appeler, on les a appelés repères dans la décision mais ça aurait pu être paramètres, mais sur lesquels, vous indiquez...

quand vous faites le projet, vous dites : « O.K., 1 ce transformateur-là, ce disjoncteur-là, je 2 l'alloue à l'objectif maintien des actifs ou je 3 l'alloue à une autre catégorie parce que ça fait 4 partie... », et c'est le parce que, c'est ces 5 critères-là qu'on cherche à obtenir là avec les 6 repères. Les mots clé, on les comprend et c'est 7 utile aux fins de bien comprendre les catégories 8 mais c'est dans l'allocation des coûts qu'on 9 cherche à avoir des repères. Votre expert nous dit, 10 puis c'est pas vraiment une question juste une 11 clarification, nous dire : « Bien. Écoutez. Les 12 gens peuvent contester devant la Régie cette 13 allocation-là ». Mais normalement on essaie de 14 contester en fonction de certains critères ou de 15 certains repères pour dire : « Oui. Oui. On a bien 16 fait le travail, on a bien fait l'allocation des 17 coûts selon la méthode pour isoler les besoins, de 18 19 manière optimale parce qu'on a suivi... » C'est ça, cette méthode-là ou ce critère-là, on aimerait le 20 connaître si c'est possible. Est-ce que vous pensez 21 que c'est possible? 22 R. Bien. On a peut-être mal lu, si on veut dire, la 23 24 décision. Pour nous, on pensait vraiment que c'était pour vous aider. Toute la démarche qui a 25

été faite, donc, de clarifier les objectifs visés.

Alors, pour nous, c'est que du moment qu'on a, par
exemple, un projet intégré à objectifs multiples,

on a différents objectifs visés.

En planification, nos planificateurs vont déterminer la solution optimale pour rencontrer tous ces objectifs-là. Et une fois qu'on a la solution optimale, ce qu'on va faire c'est que, un, on va identifier les catégories des objectifs visés. On connaît nos objectifs, ça fait qu'on est déjà capable de savoir à quelles catégories on a affaires. Et par la suite, pour nous, bien, c'est la méthode d'attribution ou l'allocation des coûts, méthode séquentielle. Bon. Je pense qu'il y a plein de mots là pour le dire. Le nouvel article 12-B, qui va venir définir la méthode.

Donc, pour nous, ça se faisait d'emblée du moment qu'on avait identifié les bonnes catégories basées sur les objectifs visés, par la suite, bien, on applique... Je vais dire tout simplement, la méthode là d'attribution des coûts là. Ça fait qu'on n'avait pas été plus loin là que ça là.

Q. [82] C'est ça, mais ce qu'on cherchait à savoir, c'est cette méthode-là. C'est quelle est la méthode... Parce que je comprends que vous cherchez

1		la solution optimale pour Bon. Pour le
2		premier pour le projet, s'il était seul, et
3		caetera, mais quels sont les critères que vous
4		utilisez pour les déterminer?
5		Je ne sais pas, c'est parce que c'est
6		C'était Je comprends que ça n'a pas été compté
7		dans la décision puis ce n'est pas nécessairement
8		quelque chose de facile à indiquer parce que ça
9		change d'un projet à un autre. Alors, c'est
10		difficile de voir, mais on aimerait savoir s'ils
11		existent ces critères-là lorsque vous faites cette
12		allocation de coûts-là.
13	R.	Je pense qu'il faudrait en parler, en discuter dans
14		l'équipe, ici, à l'interne, avant de vous répondre
15		quoi que ce soit.
16		Peut-être, de façon très générale, ce que
17		je pourrais dire, c'est que la méthode qu'on
18		utilise, si on veut, pour déterminer la solution
19		optimale qui répond à l'ensemble des objectifs,
20		bien, on fait la même démarche lorsqu'on
21		lorsqu'il est temps de rencontrer la solution qui
22		va répondre en premier au premier objectif qui est
23		visé, par exemple, « respect des exigences » si
24		c'est celui-là. Ça fait qu'on va déterminer la
25		solution optimale pour ça, puis après ça on va

- appliquer la méthode puis on va faire la différence
- là, comme vous la connaissez. Ça fait que c'est le
- même processus là qui est utilisé là.
- Q. [83] Hum, hum. Oui. Oui. C'est juste... C'est ça.
- Puis enfin, j'essaie juste de clarifier puis je ne
- sais pas si on se comprend bien, mais le but est
- 7 effectivement de voir comment l'allocation de coûts
- peut se faire. Et quand vous déterminez que c'est
- la méthode optimale, bien c'est en fonction de quel
- 10 critère?
- 11 Mme WAHIBA SALHI:
- 12 R. Si je peux faire un ajout là, c'est que pris
- individuellement, les objectifs là, si on a... On
- va prendre un exemple théorique là, trois objectifs
- dans trois catégories distinctes là, donc c'est
- 16 clair qu'on va définir un projet optimal pour
- satisfaire les trois besoins, les trois objectifs.
- Puis c'est le même exercice qui est fait
- individuellement. Donc, c'est dans les critères de
- conception. Puis quand on planifie un ajout ou un
- investissement à faire sur un réseau pour
- satisfaire un besoin, pour atteindre un objectif,
- c'est toujours les mêmes critères de planification,
- de conception, qui sont utilisés. Donc, c'est
- toujours l'équipement minimal pour répondre aux

- besoins, qui va permettre aux planificateurs de
- déterminer la solution, je dirais, optimale,
- individuellement pour chacun des objectifs.
- Q. [84] Je comprends ça, puis la difficulté est peut-
- être là, on peut peut-être la résoudre là, mais ce
- qu'on voulait comprendre, c'est qu'est-ce qui fait
- basculer le fait qu'un équipement pourrait tomber
- dans une catégorie ou dans une autre.
- 9 M. RÉMI DUMOULIN:
- 10 R. Peut-être je pourrais compléter. C'est pour avoir,
- par exemple, une catégorie, un projet qui aurait
- une catégorie « maintien des actifs et
- croissance ». Pour remplacer un équipement en
- maintien des actifs, on a des bases de données, on
- a des diagnostics d'états et l'équipement qu'on
- remplace doit être à remplacer par rapport à ces
- 17 critères, ces cotes. O.K.
- 18 Maintenant, on vient étudier l'ajout en
- croissance, par la suite. Et puis là, on est
- capable d'isoler qu'est-ce qui est en maintien des
- actifs par rapport à nos outils et on fait des
- 22 simulations pour déterminer qu'est-ce qu'on doit
- ajouter par la suite, en croissance. Donc, on ne
- peut pas arriver avec une catégorie « maintien des
- actifs » s'il n'y a aucun équipement qui cote en

1		maintien des actifs.
2	Q.	[85] Merci. On verra. C'est excellent. Alors
3		Juste un instant. Excusez-moi. Alors, ça va
4		terminer nos questions pour aujourd'hui. Alors, je
5		vous remercie beaucoup. Vous êtes maintenant
6		libérés et puis on pourra Évidemment, il y a le
7		calendrier qui est donné pour les DDR, s'il y a
8		lieu. Et puis je vais vous souhaiter une bonne
9		journée, un prompt rétablissement.
10		FIN DE L'AUDIENCE
11		
12		

- 93 -

1	
2	SERMENT D'OFFICE :
3	Je soussigné, Claude Morin, sténographe officiel,
4	certifie sous mon serment d'office, que les pages
5	qui précèdent sont et contiennent la transcription
6	exacte et fidèle des notes recueillies par moi au
7	moyen du sténomasque, le tout conformément à la
8	Loi.
9	
10	ET J'AI SIGNE:
11	
12	
13	Sténographe officiel. 200569-7